

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISSANT LE JEUDI

Philippe
MACHENAUD-JACQUIERMatahiti 150
N° 5

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 1
no Fepuare 2001

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Pages

Ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000 relative à la partie Législative du code de commerce (promulguée par arrêté n° 468 DRCL du 2 octobre 2000, paru au J.O.P.F. n° 41 du 12 octobre 2000, page 2412, et modifiée par arrêté n° 27 DRCL du 22 janvier 2001) 286

Décret n° 2000-1337 du 26 décembre 2000 prorogeant la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa. (Arrêté de promulgation n° 33 DRCL du 23 janvier 2001) 289

Décret n° 2000-1305 du 29 décembre 2000 relatif à l'entrée en vigueur de décrets et arrêtés. (Extraits) (Arrêté de promulgation n° 33 DRCL du 23 janvier 2001) 289

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 12 MAC du 11 janvier 2001 portant attribution aux communes de Polynésie française d'acomptes provisionnels sur les dotations non affectées de fonctionnement et d'investissement (D.N.A.F. et D.N.A.I.) du Fonds intercommunal de péréquation, pour les mois de janvier, février et mars 2001 289

Arrêté n° 13 DAF/PERS du 17 janvier 2001 portant organisation de deux concours pour le recrutement de dix secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2000 291

Arrêté n° 14 DAF/PERS du 17 janvier 2001 portant composition des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps du personnel des services médicaux de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (dans l'attente de la régularisation par un arrêté ministériel) 292

Arrêté n° 17 DAF/PERS du 22 janvier 2001 portant composition des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des contrôleurs des impôts du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française 293

Arrêté n° 37 DRCL du 24 janvier 2001 portant acceptation de la désignation d'un agent spécial d'assurance 294

EXTRAITS

Arrêté n° 591 MIDCR du 28 décembre 2000 complétant l'arrêté n° 347 MIDCR du 30 juin 1998, portant attribution d'une subvention au titre du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, chapitre 67-20, article 30 (exercice 2000), territoire de la Polynésie française, assainissement de Bora Bora, extension de la station d'épuration de Povai 294

Arrêté n° 21 MASC du 17 janvier 2001 portant attribution du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1er degré, option Plongée subaquatique 294

Arrêté n° 24 DRCL du 22 janvier 2001 modifiant l'arrêté n°4 DRCL du 3 janvier 2001 portant acceptation de la désignation d'un agent spécial d'assurance. 294

Arrêté n° 28 CAB/DPC du 23 janvier 2001 fixant les résultats de l'examen pour un brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, le 20 janvier 2001, à la piscine de Tapaerui (Tahiti) 294

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 96 CM du 22 janvier 2001 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à M. Tariu Faara pour la réalisation d'un logement de type O.P.H. à Vaininiore, Papeete 295

Arrêté n° 104 CM du 22 janvier 2001 portant modification de l'arrêté n° 1027 CM du 30 septembre 1991 modifié relatif à la composition du Conseil économique, social et culturel, et à la désignation des représentants des groupements professionnels, des organismes et des associations qui le composent. 295

Arrêté n° 115 CM du 25 janvier 2001 portant nomination du professeur Charles Pilet en qualité de président du conseil scientifique consultatif de l'Institut Louis-Malardé. 296

EXTRAITS

Arrêté n° 84 CM du 22 janvier 2001 portant modification de l'arrêté n° 1723 CM du 6 décembre 1999 autorisant Mme Delhia Tchong-Wong à occuper la servitude de curage d'un cours d'eau sis au droit d'une parcelle de la terre Urumaru, cadastrée section CW n° 43, commune de Papeete, et à réaliser des empiétements de prospect sur le domaine public fluvial 296

Arrêtés n° 85 et n° 86 CM du 22 janvier 2001 portant répartition n° 1-2001 des crédits de paiement de l'exercice 2001 :
- du compte d'aide aux victimes des calamités (C.A.V.C.) ; - du compte spécial "Fonds d'investissement pour le développement économique et social-territoire" (F.I.D.E.S-territoire) 296

Arrêté n° 87 CM du 22 janvier 2001 modifiant l'arrêté n° 181 CM du 2 février 1988 portant établissement de la liste des pièces justificatives des dépenses du territoire et de ses établissements publics 297

Arrêté n° 88 CM du 22 janvier 2001 fixant, à compter du 1er janvier 2001, la valeur du point d'indice servant de base à la rémunération des agents affectés à la délégation de la Polynésie française 297

Arrêté n° 90 CM du 22 janvier 2001 portant mise à disposition gracieuse d'une parcelle de la terre Taharuu et Paroro I et II, parcelle cadastrée commune de Faava, section S2 n° 214, au profit de l'association "Source de vie - Taatiraa puna ora" 297

Arrêtés n° 91 à n° 95 CM du 22 janvier 2001 autorisant respectivement : - l'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Takaroa, commune de Takaroa, au profit de M. Richard Tahito Ragivaru (n° exploitant 374) ; - le renouvellement de la location de l'îlot domanial Kopuaroa n° 1, secteur 3, section H6 n° 238, sis à Manihi, au profit de M. Pierre Nordman ; - l'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime à charge de remblai, sis à Uturoa, au profit du service des études techniques de la présidence de la Polynésie française ; - l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à Ruutia, commune de Tahaa, pour la construction d'un ponton au profit de M. Gideon Aihō ; - à titre de régularisation, la concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime dans la baie de Faaroa, commune de Taputapuātea, au profit de Mme Emma Tautoo 298

Arrêtés n° 97 et n° 98 CM du 22 janvier 2001 accordant aux S.N.C. Rava'ai Rau 5 et 6, le bénéfice des avantages fiscaux prévus par la délibération n° 93-103 AT du 9 septembre 1993, pour l'acquisition et l'exploitation des navires de pêche hauturière "Apatoa", PY 1808, et "Irihonu", PY 1809 299

Arrêtés n° 99 à n° 101 CM du 22 janvier 2001 portant agrément des navires de pêche "Teiri iri", PY 1810, "Mairipehe 2", PY 1811, et "Tang-Cathy", PY 1812, au régime d'exonération institué par la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989, modifiée par la délibération n° 95-17 AT du 19 janvier 1995 300

Arrêté n° 102 CM du 22 janvier 2001 fixant le coefficient de revalorisation de la pension de retraite tranche A au 1er janvier 2001 300

Arrêté n° 103 CM du 22 janvier 2001 fixant le montant de la dotation globale de financement du Centre hospitalier territorial, pour l'exercice 2001 300

Arrêtés n° 105 et n° 106 CM du 22 janvier 2001 rendant exécutoires les délibérations n° 6-2000, n° 1-2001 et n° 2-2001 de l'organe collégial de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle 301

Arrêté n° 107 CM du 22 janvier 2001 fixant le montant de l'indemnité du gestionnaire de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle	301
Arrêts n° 108 et n° 109 CM du 22 janvier 2001 rendant respectivement exécutoires les délibérations n° 11-2000 et n° 12-2000 ISPF du 22 décembre 2000 du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française : - portant approbation et affectation du résultat du compte financier de l'Institut de la statistique de la Polynésie française pour l'exercice 1999 ; - relative à une modification de postes budgétaires	301
Arrêté n° 114 CM du 25 janvier 2001 constatant l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de décembre 2000.	301

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

EXTRAITS

Arrêts n° 92 à n° 98 PR du 23 janvier 2001 accordant le concours financier du territoire aux communes de : - Tubuai, pour la construction de sa nouvelle mairie à Mataura et pour le bétonnage de la route du cimetière de Taahuaia ; - Pirae, pour la reconstruction des ouvrages de VRD suite aux intempéries des 19 et 20 décembre 1998 : phase I (travaux déjà réalisés) et phase II (travaux non encore réalisés), pour l'aménagement de l'accès au dépotoir municipal, pour la réalisation d'un forage d'exploitation dans la vallée de Nahoata ; - Maupiti, pour le bouclage électrique de l'île	301
Arrêté n° 99 PR du 23 janvier 2001 rapportant la mesure de suspension provisoire de la licence de navigation charter du navire Nemo Tuamotu de la S.A. Dufour Tahiti	304
Arrêté n° 100 PR du 23 janvier 2001 portant octroi d'une licence de navigation charter	304

Ministère des finances et des réformes administratives

Arrêté n° 199 MFR du 23 janvier 2001 portant délégation de signature à Mlle Sandra Shan Sei Fan, contrôleur des dépenses engagées par intérim	305
---	-----

Ministère des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme

EXTRAITS

Arrêté n° 226 MAA.AU du 25 janvier 2001 portant autorisation de transfert du bénéfice des arrêtés d'autorisation de lotir au profit de la S.C.I. Bel Air 2000 et de modification de la dernière tranche des travaux du lotissement Bel Air, sis à Teavaro, commune de Moorea-Maiao	305
--	-----

Ministère de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent

EXTRAITS

Arrêté n° 232 MEC du 25 janvier 2001 portant application de la délibération n° 93-52 AT du 10 juin 1993 modifiée et complétant l'arrêté n° 1177 CM du 20 décembre 1993 fixant la liste des entreprises agréées au titre de ladite délibération.	306
--	-----

Ministère de l'éducation et de l'enseignement technique

EXTRAITS

Arrêté n° 102 PR du 24 janvier 2001 accordant un deuxième versement et solde de la participation 2000 du territoire au Centre territorial de recherches et de documentation pédagogique (C.T.R.D.P.) pour la réalisation de manuels scolaires.	306
---	-----

Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle

EXTRAITS

Arrêté n° 225 MEF du 25 janvier 2001 modifiant l'arrêté n° 7128 MEF du 22 novembre 2000 établissant une liste de bénéficiaires du dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit "chantier de reconstruction" ou "C.D.R." et du service conducteur d'opération sur la commune de Punaauia	307
---	-----

Ministère de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires**EXTRAITS**

- Arrêtés n° 185 et n° 186 MEQ du 22 janvier 2001 ordonnant les déconsignations de parties des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre nécessaires à la réalisation de la troisième entrée Est de Papeete, dans la commune de Arue, entre le carrefour de Erima et le carrefour du bowling. 307
- Arrêté n° 196 MEQ du 22 janvier 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation relatives à la parcelle de terre Paparahue nécessaire à la réalisation de la route de dégagement Ouest de Papeete (route des Collines) dans la commune de Faaa. 307
- Arrêté n° 221 MEQ du 24 janvier 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités initiales et des indemnités supplémentaires versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références AD168 (plan 21) et AD169 (plan 29) nécessaires aux travaux d'extension de la zone portuaire et de réaménagement du centre-ville de Uturoa dans l'île de Raiatea. 307
- Arrêté n° 227 MEQ du 25 janvier 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la parcelle de terre cadastrée sous la référence H437 (plan 6) nécessaire à l'aménagement de la route de la vallée de Hamuta dans la commune de Pirae. 308
- Arrêté n° 228 MEQ du 25 janvier 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références AD 183 (plan 17) et AD 70 (plan 18) nécessaires au projet d'extension de la zone portuaire et de réaménagement du centre-ville de Uturoa dans l'île de Raiatea 308
- Arrêtés n° 229 et n° 230 MEQ du 25 janvier 2001 ordonnant les déconsignations de parties des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre nécessaires à la réalisation de la troisième entrée Est de Papeete, dans la commune de Arue, entre le carrefour de Erima et le carrefour du bowling. 308

Ministère de la santé et de la recherche**EXTRAITS**

- Arrêté n° 218 MSR/DS du 24 janvier 2001 fixant la liste des agents faisant fonctions d'aides-soignants au sein des établissements d'hospitalisation privés admis à l'examen final en vue de l'obtention de l'attestation de formation (session du 22 août au 15 décembre 2000) 308

Ministère de la mer et de l'artisanat**EXTRAITS**

- Arrêté n° 197 MMA du 22 janvier 2001 fixant la liste des stagiaires de la 9^e promotion ayant suivi avec succès la formation d'initiation à la greffe 2000 dispensée par le Centre des métiers de la nacre et de la perliculture 308

Ministère de l'environnement

- Arrêté n° 190 MEN du 22 janvier 2001 autorisant la société "Entrepôts et magasins généraux de Tahiti" à installer et exploiter un dépôt de matériaux de construction, commune de Arue (établissement de la 2^e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) 308
- Arrêté n° 207 MEN du 23 janvier 2001 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo, dans le cadre de la demande d'autorisation d'installer et d'exploiter un atelier de mécanique automobile, commune de Moorea. La demande est formulée par M. Luc Frenée 310
- Arrêtés n° 208 et n° 209 MEN du 23 janvier 2001 portant ouvertures des enquêtes de commodo et incommodo, dans le cadre de la demande de régularisation d'exploitation des équipements techniques des hôtels "Sheraton Tahiti" et "Sheraton Moorea", communes respectives de Faaa et Moorea. La demande est formulée par la S.A. "Des Hôtels tahitiens". 310

Ministère des transports**EXTRAITS**

- Arrêtés n° 177 à n° 180 MTR du 22 janvier 2001 fixant les quotas de gazole relevant de la codification douanière 27.10.00.37 à attribuer à plusieurs transporteurs routiers des îles de Tahiti, Rurutu, Makemo, Huahine, Raiatea et Moorea. 312

Arrêtés n° 181 à n° 184 MTR du 22 janvier 2001 portant attribution de licences de transport touristique sur les îles de : - Tahiti, à M. Arnaud Luccioni, aux S.A.R.L. "Paradise Tours" et "Kia Ora South Pacific Tours" ; - Moorea, à la S.A.R.L. "Moorea Transports"	312
Arrêté n° 231 MTR du 25 janvier 2001 autorisant le navire Nuku Hau à desservir l'île de Bora Bora pour la période du 29 janvier au 2 février 2001	312

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° 3-2001 Prés./APF du 24 janvier 2001 portant création du service de la réglementation de l'assemblée de la Polynésie française.	313
Arrêté n° 4-2001 Prés./APF du 24 janvier 2001 portant nomination du chef du service de la réglementation de l'assemblée de la Polynésie française.	313

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décision n° 924 DEF/CGA/IS/IT du 14 novembre 2000 portant nomination d'un inspecteur du travail dans les armées en Polynésie française.	314
---	-----

EXTRAITS

Convention de financement n° 257 CDPF/IDV du 29 décembre 2000 entre l'Etat et la commune de Arue relative au financement de la deuxième partie du programme à court terme de la mise en œuvre du schéma directeur de l'A.E.P. au titre de la programmation de l'année 2000, secrétariat d'Etat à l'outre-mer, section générale, chapitre 68-90, article 10	314
Convention de financement n° 7-00 du 19 janvier 2001 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Hitiaa O Te Ra dans le cadre de la convention relative à la participation financière aux charges d'exploitation de la filière de traitement des déchets ménagers	314

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	315
Annonces diverses	317



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

ARRETE n° 27 DRCL du 22 janvier 2001 portant modification de l'arrêté n° 468 DRCL du 2 octobre 2000 portant promulgation des ordonnances n° 2000-912 et n° 2000-914 du 18 septembre 2000.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Vu l'ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000 relative à la partie Législative du code de commerce ;

Vu l'arrêté n° 468 DRCL du 2 octobre 2000 portant promulgation des ordonnances n° 2000-912 et n° 2000-914 du 18 septembre 2000,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 468 DRCL du 2 octobre 2000 portant promulgation des ordonnances n° 2000-912 et n° 2000-914 du 18 septembre 2000 est modifié comme suit :

Au deuxième alinéa de son article 1er sont supprimés les mots : "(à l'exception de l'article 4).",

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2001.
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.

ORDONNANCE n° 2000-912 du 18 septembre 2000 relative à la partie Législative du code de commerce.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la Constitution, notamment ses articles 38, 74 et 77 ;

Vu la loi n° 99-1071 du 16 décembre 1999 portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie Législative de certains codes ;

Vu la saisine du congrès de la Nouvelle-Calédonie en date du 3 mai 2000 ;

Vu l'avis du conseil des ministres de la Polynésie française en date du 14 juin 2000 ;

Vu l'avis de la Commission supérieure de codification en date du 1er mars 2000 ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Ordonne :

Article 1er.— Les dispositions annexées à la présente ordonnance constituent la partie Législative du code de commerce.

Art. 2.— Les dispositions de la partie Législative du code de commerce qui citent en les reproduisant des articles d'autres codes ou de lois sont modifiées de plein droit par l'effet des modifications ultérieures de ces articles.

Art. 3.— Les références contenues dans les dispositions de nature législative à des dispositions abrogées par l'article 4 de la présente ordonnance sont remplacées par les références aux dispositions correspondantes du code de commerce.

Art. 4.— I. - Sont abrogés :

1° Le code de commerce ;

2° La loi du 25 juin 1841 portant réglementation des ventes aux enchères publiques ;

3° Le premier alinéa de l'article 1er, les articles 5, 6, 7 et 8 de la loi du 28 mai 1858 relative aux ventes publiques de marchandises en gros ;

4° La loi du 3 juillet 1861 relative aux ventes publiques autorisées ou ordonnées par la justice consulaire ;

5° La loi du 18 juillet 1866 relative aux courtiers de marchandises ;

6° La loi du 24 juillet 1867 relative aux sociétés, à l'exception de son article 80 ;

7° Les premier et deuxième alinéas de l'article 1er, les articles 11 à 15, les deuxième à quatrième alinéas de l'article 18, l'article 20, le premier alinéa de l'article 21, le deuxième alinéa de l'article 26 et l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 relative aux chambres de commerce et d'industrie ;

8° Les articles 1er et 2, les premier, deuxième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième alinéas de l'article 3, la première phrase du premier alinéa de l'article 4, les articles 5 à 21, le premier alinéa de l'article 22, l'article 23, les troisième et quatrième alinéas de l'article 24, les articles 27, 28, 29, 34, 36 à 38 de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce ;

9° La loi du 27 janvier 1910 relative à la prorogation des délais des protêts et des actes destinés à conserver les recours en matière de valeurs négociables ;

10° La loi du 8 août 1913 relative au warrant hôtelier, à l'exception des 1° à 7° du deuxième alinéa de l'article 3, et de l'article 15 ;

11° Les articles 22 et 24 de la loi du 1er juin 1924 portant introduction des lois commerciales françaises dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;

12° La loi du 21 avril 1932 créant le warrant pétrolier, à l'exception du deuxième alinéa de son article 2 et de ses articles 17 et 18 ;

13° La loi du 29 juin 1935 relative au règlement du prix de vente des fonds de commerce, à l'exception de ses articles 17 et 18 ;

14° Le décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la carte d'identité de commerçant pour les étrangers ;

15° La première phrase de l'article 6 de la loi du 22 octobre 1940 relative aux règlements par chèques et virements ;

16° La loi du 14 octobre 1943 relative à la clause d'exclusivité ;

17° L'ordonnance n° 45-1744 du 6 août 1945 relative aux magasins généraux ;

18° La loi n° 49-1093 du 2 août 1949 relative à la publicité des protêts, à l'exception du deuxième alinéa de son article 3 ;

19° La loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement ;

20° Les articles 1er à 23, 23-6, 23-6-1, 24, 25, le premier alinéa de l'article 26, l'article 27, le premier alinéa de l'article 28, les articles 31 à 34, 38-2, 40 à 44, 46 et 47 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ;

21° La loi n° 56-277 du 20 mars 1956 relative à la location-gérance des fonds de commerce et des établissements artisanaux ;

22° L'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958 réprimant certaines infractions en matière de registre de commerce ;

23° La loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, à l'exception des articles 283-1-1, 284 et 292 et du second alinéa de l'article 357-8-1 ;

24° Les articles 13-1 et 44-1 et les premier et deuxième alinéas de l'article 293 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales ;

25° L'ordonnance n° 67-808 du 22 septembre 1967 portant modification et codification des règles relatives aux marchés d'intérêt national ;

26° L'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 relative aux groupements d'intérêt économique, à l'exception de ses articles 18 à 21 ;

27° La loi n° 72-651 du 11 juillet 1972 relative aux magasins collectifs de commerçants indépendants ;

28° La loi n° 72-652 du 11 juillet 1972 relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants ;

29° Les quatrième et cinquième alinéas de l'article 1er, les articles 4, 27 à 34, 53, 55, 60 et 63 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat ;

30° La loi n° 82-596 du 10 juillet 1982 relative aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale, à l'exception du II de l'article 5, et de l'article 20 ;

31° Les articles 1er à 29 bis, 32 bis, 33 à 47, 49 à 56, 58, 60 à 62 de la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises ;

32° Les articles 1er, 2, le premier alinéa de l'article 4, les premier et deuxième alinéas de l'article 58, les articles 64 à 66 du décret n° 84-406 du 30 mai 1984 relatif au registre du commerce et des sociétés ;

33° La loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises, à l'exception du troisième alinéa de l'article 7, du deuxième alinéa de l'article 101, de la première phrase du premier alinéa et du troisième alinéa de l'article 102 et des articles 103, 104 et 240 ;

34° La loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise, à l'exception du premier alinéa de l'article 39 et de l'article 45 ;

35° Le deuxième alinéa de l'article 46, les articles 119-3 et 173 du décret n° 85-1388 du 27 décembre 1985 relatif au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ;

36° L'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence, à l'exception du troisième alinéa de son article 58 et de son article 61 ;

37° Les articles 6 à 18 et 24 de la loi n° 87-550 du 16 juillet 1987 relative aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie ;

38° La loi n° 89-377 du 13 juin 1989 relative aux groupements européens d'intérêt économique et modifiant l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique ;

39° L'article 1er de la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique et social ;

40° La loi n° 91-593 du 25 juin 1991 relative aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants ;

41° Les articles 26 à 32 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ;

42° Les articles 1er à 28, l'article 30 en tant qu'il s'applique aux ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, les articles 31 à 37, les articles 58, 61 et l'article 66 en tant qu'il s'applique aux ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

II. - Est abrogé à compter du 1er janvier 2003 le second alinéa de l'article 357-8-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

III. - Sont abrogés à compter de la date d'entrée en vigueur de la partie Réglementaire du code de commerce :

1° Le deuxième alinéa de l'article 1er de la loi du 28 mai 1858 relative aux ventes publiques de marchandises en gros ;

2° Le troisième alinéa de l'article 1er, les articles 2, 4, 8, 10, 16 et 17, le premier alinéa de l'article 18, l'article 19, le deuxième alinéa de l'article 21, les articles 22 à 25, le premier alinéa de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 relative aux chambres de commerce et d'industrie ;

3° Le troisième alinéa de l'article 3, l'article 4, à l'exception de la première phrase de son premier alinéa, les deuxième et troisième alinéas de l'article 22, les premier et deuxième alinéas de l'article 24, les articles 25, 26, 30 à 33 de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement du fonds de commerce ;

4° Les 1° à 7° du deuxième alinéa de l'article 3 de la loi du 8 août 1913 relative au warrant hôtelier ;

5° L'article 38-1 de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;

6° Le deuxième alinéa de l'article 2 de la loi du 21 avril 1932 créant les warrants pétroliers ;

7° L'article 6 de la loi du 22 octobre 1940 relative aux règlements par chèques et virements, à l'exception de sa première phrase ;

8° Le deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 49-1093 du 2 août 1949 relative à la publicité des prêts ;

9° Le troisième alinéa de l'article 7, le deuxième alinéa de l'article 101, la première phrase du premier alinéa et le troisième alinéa de l'article 102 et les articles 103 et 104 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises.

Art. 5.— I. - La présente ordonnance est applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna et à Mayotte, à l'exception des abrogations énumérées à l'article 4 portant sur des dispositions qui relèvent de la compétence de ces collectivités à la date de publication de la présente ordonnance.

II. - Les dispositions de la présente ordonnance qui rendent applicables dans les collectivités mentionnées au I ainsi qu'à Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions qui ne sont pas en vigueur dans ces collectivités au jour de sa publication entreront en vigueur à compter du 1er janvier 2002.

Art. 6.— Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 septembre 2000.

Jacques CHIRAC.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Lionel JOSPIN.

Le garde des sceaux,
ministre de la justice,
Elisabeth GUIGOU.

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Laurent FABIUS.

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

Nota.— La partie Législative du code de commerce annexée à la présente ordonnance fait l'objet d'une pagination spéciale annexée au *Journal officiel* de ce jour.

ARRETE n° 33 DRCL du 23 janvier 2001 portant promulgation des décrets n° 2000-1337 du 26 décembre 2000 et n° 2000-1305 du 29 décembre 2000.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués en Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et teneur les textes suivants :

— Décret n° 2000-1337 du 26 décembre 2000 prorogeant la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa, paru au J.O.R.F. du 30 décembre 2000 à la page 21055 ;

— Décret n° 2000-1305 du 29 décembre 2000 relatif à l'entrée en vigueur de décrets et arrêtés, paru au J.O.R.F. du 30 décembre 2000 à la page 20932.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2001.
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

DECRET n° 2000-1337 du 26 décembre 2000 prorogeant la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, des transports et du logement,

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le décret du 7 janvier 1966 concédant l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa à la Société d'équipement de Tahiti et des îles ;

Vu le décret du 6 septembre 1996 approuvant l'avenant n° 1 au cahier des charges de la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL) pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa ;

Vu le décret du 29 décembre 1998 approuvant l'avenant n° 2 au cahier des charges de la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL) pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa ;

Vu la délibération du 17 novembre 2000 du conseil d'administration de la Société d'équipement de Tahiti et des îles ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Article 1er.— Le cahier des charges de la concession d'outillage public accordée par le décret du 7 janvier 1966 susvisé à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL) pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa est modifié comme il est indiqué dans l'avenant n° 3 annexé au présent décret.

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, des transports et du logement et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 2000.

Par le Premier ministre :

Lionel JOSPIN.

*Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement,*
Jean-Claude GAYSSOT.

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
Laurent FABIUS.

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

ANNEXE

AVENANT n° 3 au cahier des charges de la concession d'outillage public accordée par décret du 7 janvier 1966 à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL) pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa.

Article unique.— L'article 43 du cahier des charges de la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL) pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa est modifié comme suit :

"Article 43.— "La durée de la concession, prévue jusqu'au 31 décembre 2000, est prorogée jusqu'au 30 juin 2001."

**DECRET n° 2000-1305 du 29 décembre 2000
relatif à l'entrée en vigueur de décrets et arrêtés.**

Le Premier ministre,

Décète :

Article 1er.— Entrent en vigueur immédiatement à compter de leur publication au *Journal officiel* de la République française les dispositions :

- du décret n° 2000-1337 du 26 décembre 2000 prorogeant la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa ;

Art. 2.— Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française et entrera en vigueur immédiatement.

Fait à Paris, le 29 décembre 2000.

Lionel JOSPIN.

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 12 MAC du 11 janvier 2001 portant attribution aux communes de Polynésie française d'acomptes provisionnels sur les dotations non affectées de fonctionnement et d'investissement (D.N.A.F. et D.N.A.I.) du Fonds intercommunal de péréquation, pour les mois de janvier, février et mars 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,
président du comité de gestion
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 7 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-408 du 7 mai 1972 portant création des subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979, relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu l'arrêté n° 742 du 7 juillet 1987 portant organisation des élections des représentants des communes au sein du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 107 MAC du 20 mars 2000 et ses annexes portant répartition des crédits du Fonds intercommunal de péréquation entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 2000, modifié par l'arrêté n° 130 MAC du 29 mars 2000 ;

Vu l'arrêté n° 131 MAC du 29 mars 2000 portant modification de la répartition des crédits "charges scolaires" de la commune de Reao au titre de l'exercice 2000 ;

Vu l'arrêté n° 178 MAC du 28 avril 2000 et son annexe portant modification des annuités d'emprunts versées par le Fonds intercommunal de péréquation au titre de l'exercice 2000, modifié par l'arrêté n° 490 MAC du 10 octobre 2000 ;

Vu l'arrêté n° 323 MAC du 7 juillet 2000 portant désignation des représentants de l'assemblée au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 2000 au 31 juillet 2001 ;

Vu l'arrêté n° 350 MAC du 20 juillet 2000 portant désignation des représentants des communes au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 2000 au 31 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— Par anticipation sur les dotations qu'elles percevront au titre de l'exercice 2001, il est attribué aux communes de Polynésie française, pour chacun des mois de janvier, février et mars 2001, un acompte provisionnel égal à un douzième de la D.N.A.F. (charges scolaires incluses) et de la D.N.A.I. qu'elles ont perçues en 2000.

La répartition des dotations par commune figure au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2.— Le versement des acomptes provisionnels ci-dessus mentionnés interviendra à la diligence de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française au cours des mois considérés.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, les trésoriers et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 janvier 2001.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

Fonds intercommunal de péréquation :
versement d'acomptes provisionnels sur :
la dotation non affectée de fonctionnement (D.N.A.F.)
et la dotation non affectée d'investissement (D.N.A.I.)
(période de janvier, février et mars 2001)

Communes	Acomptes provisionnels mensuels pour 2001	
	D.N.A.F.	D.N.A.I.
Raivavae	3.986.888	847.083
Rapa	1.782.669	847.083
Rimatarua	3.968.698	847.083
Rururu	8.753.681	1.559.049
Tubuai	7.924.057	1.407.625
Iles Australes	26.415.993	5.507.923
Arue	25.425.985	4.940.160
Faaa	79.216.123	15.269.586
Hitiia O Te Ra	20.694.508	3.730.639
Mahina	35.171.417	6.663.720
Moorea-Maiao	45.856.660	8.717.899
Paea	31.724.205	5.707.359
Papara	23.471.639	3.991.536
Papeete	99.436.975	16.401.874
Pirae	41.665.948	7.757.478
Punaauia	54.463.005	11.177.189
Taiarapu-Est	28.787.743	4.893.528
Taiarapu-Ouest	15.288.316	2.701.849
Teva I Uta	19.832.992	3.470.713
Iles du Vent	521.035.516	95.423.530
Bora Bora	22.865.882	4.081.877
Huahine	20.878.567	3.792.353
Maupiti	3.688.099	847.083
Tahaa	16.880.398	3.055.298
Taputapuata	12.020.107	2.201.029
Tumaraa	10.191.976	1.852.799
Uturoa	13.203.602	2.219.599
Iles Sous-le-Vent	99.728.631	18.050.038
Fatu Hiva	2.907.587	847.083
Hiva Oa	7.736.919	1.370.337
Nuku Hiva	10.283.343	1.854.069
Tahuata	2.176.735	847.083
Ua Huka	2.337.436	847.083
Ua Pou	7.682.321	1.466.705
Iles Marquises	32.314.341	7.232.360
Anaa	2.266.059	847.083
Arutua	4.481.916	930.443
Fakarava	4.573.859	989.149
Fangatau	1.006.766	847.083
Gambier	3.492.496	847.083
Hao	6.258.597	1.312.141
Hikueru	758.754	847.083
Makemo	3.934.351	847.083
Manihi	3.650.925	847.083
Napuka	1.355.683	847.083
Nukutavake	1.181.409	847.083
Puka Puka	618.909	847.083
Rangiroa	10.299.996	2.139.496
Reao	1.815.898	847.083
Takarua	3.748.789	847.083
Tatakoto	798.670	847.083
Tureia	3.517.934	847.919
Tuamotu-Gambier	53.761.011	16.384.144
Total	733.255.492	142.597.995

ARRETE n° 13 DAF/PERS du 17 janvier 2001 portant organisation de deux concours pour le recrutement de dix secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2000.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966, modifiée relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 et notamment ses articles 2 et 4 ;

Vu le décret n° 94-1016 du 18 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de catégorie B ;

Vu le décret n° 94-1017 du 18 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur du 24 juillet 1972 modifiant les règles d'organisation des concours ouverts pour le recrutement des secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2000 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2000 de concours pour le recrutement de secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'ouverture au titre de l'année 2000 de deux concours pour le recrutement de secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (C.E.A.P.F.), a été autorisée par arrêté du 7 décembre 2000 susvisé. 10 postes sont offerts à ces concours soit 6 postes au concours externe et 4 postes au concours interne.

Art. 2.— Les dates des épreuves écrites d'admissibilité sont fixées aux 2 et 3 mai 2001. Un centre unique des épreuves est ouvert à Papeete.

Art. 3.— Seront admis à concourir à titre externe, les candidats (hommes et femmes) âgés de 18 ans au moins et de 45 ans au plus à la date du concours.

La limite d'âge de 45 ans peut être reculée d'un temps égal à celui passé sous les drapeaux et d'une année par enfant, dans les conditions prévues par le code de la famille.

Dans ce cas, les candidats devront fournir :

- soit un état signalétique des services militaires pour les candidats du sexe masculin sollicitant un recul de limite d'âge pour raison de services militaires ;
- soit le bulletin de naissance des enfants ou une fiche familiale d'état civil datant de moins de trois mois, pour les candidats sollicitant un recul de limite d'âge au titre des charges de famille.

Cette limite n'est pas applicable aux mères de trois enfants et plus, veuves, divorcées non remariées, femmes séparées judiciairement ou femmes célibataires ayant un enfant à charge, ainsi qu'aux personnes reconnues travailleurs handicapés.

En outre, les candidats devront être titulaires :

- a) Soit d'un baccalauréat ou d'un diplôme homologué au niveau IV en application des dispositions du décret n° 92-23 du 8 janvier 1992 relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique (cf. liste en annexe I) ;
- b) Soit d'un diplôme délivré dans un des Etats membres de la Communauté européenne et assimilé au baccalauréat.

Les mères de famille d'au moins trois enfants sont dispensées de cette condition de diplôme.

Art. 4.— Le concours interne est ouvert aux fonctionnaires et agents publics de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonctions dans une organisation internationale intergouvernementale à la date de clôture des inscriptions, comptant au moins quatre ans de services publics au 1er janvier de l'année au titre de laquelle est organisé le concours.

Art. 5.— Les dossiers de demande d'admission à concourir pourront être retirés à partir du 19 février 2001, à l'adresse suivante :

Direction de l'administration et des finances
Bureau du personnel de l'Etat
Section concours et formation professionnelle
Boulevard Pomare - Immeuble Bougainville - 4e étage
B.P. 115 - 98713 Papeete

Ils devront y être déposés au plus tard le 30 mars 2001 avant 15 heures ou postés le même jour avant minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Aucun dossier reçu après ces délais ne sera pris en compte. En outre, tout acheminement par courrier administratif interne sera refusé.

Art. 6.— En remettant leur dossier, les candidats certifient sur l'honneur l'exactitude des renseignements qui y figurent et se déclarent avertis que toute déclaration inexacte de leur part leur ferait perdre le bénéfice de leur éventuelle admission au concours.

Ils sont informés des conditions générales d'accès aux emplois publics fixées par l'article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires.

En même temps qu'ils déposent leur dossier, ils font connaître leur choix de l'option de la 2e épreuve orale d'admission au concours externe.

Art. 7.— Le jury appelé à se prononcer sur les admissibilités et les admissions, sera composé comme suit :

Président :

- le secrétaire général de la Polynésie française ou son représentant ;

Membres :

- le directeur de l'administration et des finances ou son représentant ;
- un fonctionnaire de catégorie A de la fonction publique de l'Etat ;
- un fonctionnaire de catégorie A de la fonction publique territoriale, désigné par le gouvernement de la Polynésie française.

Art. 8.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le directeur de l'administration et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 janvier 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.*

ANNEXE I

Liste des diplômes et certificats exigés pour l'admission au concours de secrétaire administratif du C.E.A.P.F.

- I - Baccalauréat de l'enseignement du second degré ;
- Baccalauréat de technicien ;
- Brevet supérieur ;
- Baccalauréat européen ;
- Certificat de fin d'études secondaires ;
- Certificat de fin d'études professionnelles secondaires ;
- Certificat de fin d'études secondaires de l'enseignement agricole ;
- Capacité en droit ;
- Titres français admis réglementairement en dispense du baccalauréat pour l'inscription dans les universités ;
- Examens spéciaux d'entrée dans les facultés ou les universités ;
- Diplômes d'études supérieures commerciales, administratives et financières des écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises ;
- Brevet supérieur d'études commerciales ;
- Brevet d'enseignement commercial ;
- Brevet d'enseignement social ;
- Diplôme d'élève breveté des écoles nationales professionnelles ;
- Brevet d'enseignement industriel ;
- Brevet de technicien ;
- Brevet d'enseignement hôtelier ;
- Brevet de technicien agricole ;
- Brevet professionnel.
- II - Les diplômes homologués aux niveaux IV et au-dessus dans les groupes 29, 30, 31 et 32 en application de la loi du 16 juillet 1971 d'orientation sur l'enseignement technologique susvisé.
- III - Diplôme de l'Ecole nationale d'administration municipale (E.N.A.M.) près l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris ;

- Certificat d'études administratives départementales et communales délivré par le centre de formation et perfectionnement administratif de l'université de Lille ;
- Certificat d'études administratives et financières délivré par le centre d'études administratives et financières de Nancy ;
- Certificat d'études administratives et financières délivré par la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris ;
- Diplôme de l'école pratique d'administration de Strasbourg (E.P.A.S.) ;
- Diplôme délivré par l'école commerciale de la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

IV - Les diplômes donnant accès au concours des instituts régionaux d'administration.

ARRETE n° 14 DAF/PERS du 17 janvier 2001 portant composition des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps du personnel des services médicaux de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (dans l'attente de la régularisation par un arrêté ministériel).

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 96-286 du 28 mars 1996 modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création des corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires, modifié par le décret n° 84-955 du 25 octobre 1984 et le décret n° 86-247 du 20 février 1986 ;

Vu l'arrêté n° 167 DAF/PERS du 13 juin 1997 instituant la commission administrative paritaire compétente à l'égard des personnels des services médicaux du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 140 DAF/PERS du 7 juin 2000 fixant la date des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps du personnel des services médicaux de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal des opérations électorales du 18 août 2000 relatif à l'élection et à la désignation des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps du personnel des services médicaux de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Dans l'attente de la régularisation par un arrêté ministériel, la composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps du personnel des services médicaux de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est fixée comme suit :

*Représentants de l'administration**Titulaires :*

- le secrétaire général de la Polynésie française ;
- la directrice des ressources humaines par intérim au Centre hospitalier territorial de Mamao ;
- le chef du bureau du personnel et de la formation à la direction de la santé en Polynésie française ;

Suppléants :

- le directeur de l'administration et des finances ;
- le directeur adjoint de la santé publique en Polynésie française ;
- le médecin chargé du secteur médico-social à la direction de la santé en Polynésie française.

*Représentants du personnel**Grade d'infirmier/lère en chef :*

Titulaire : M. Arthur Lenoir ;

Suppléante : Mme Yvonne Vong ;

*Grade d'infirmier/lère :**Titulaires :*

- M. Daniel Ponia ;
- Mme Françoise Teuapiko ;

Suppléants :

- M. Peterson Brotherson ;
- M. Patoroba Arakino.

Art. 2.— La durée du mandat des membres de la commission administrative paritaire ainsi constituée est fixée à trois ans à compter du 21 octobre 2000.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 janvier 2001.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.*

ARRETE n° 17 DAF/PERS du 22 janvier 2001 portant composition des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des contrôleurs des impôts du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires, modifié par le décret n° 84-955 du 25 octobre 1984 et le décret n° 86-247 du 20 février 1986 ;

Vu le décret n° 96-286 du 28 mars 1996 modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 347 DAF/PERS du 16 septembre 1996 instituant les commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des géomètres du cadastre, des contrôleurs des impôts et agents de constatation ou d'assiette des impôts du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 161 DAF/PERS du 11 juin 1997 modifiant l'arrêté n° 347 DAF/PERS du 16 septembre 1996 ;

Vu l'arrêté n° 270 DAF/PERS du 4 octobre 2000 fixant la date des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard des agents de constatation ou d'assiette des impôts et des contrôleurs des impôts du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal de dépouillement du scrutin en date du 11 décembre 2000,

Arrête :

Article 1er.— La commission administrative paritaire compétente à l'égard des contrôleurs des impôts du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est composée comme suit :

Représentants de l'administration

Titulaire : Le secrétaire général de la Polynésie française ;

Suppléant : Edgar Galenon ;

Représentants du personnel

Titulaire : Albert Koan ;

Suppléant : Iona Anderson.

Art. 2.— La durée du mandat des membres de la commission est fixée à trois ans à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3.— Le directeur de l'administration et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2001.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.*

ARRETE n° 37 DRCL du 24 janvier 2001 portant acceptation de la désignation d'un agent spécial d'assurance.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu les articles R 321-1 et R 322-4 du code des assurances ;

Vu ensemble le décret n° 76-666 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes législatifs concernant les assurances (1re partie Législative), le décret n° 76-667 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes réglementaires concernant les assurances (2e partie Réglementaire) ;

Vu la lettre en date du 7 novembre 2000 de M. Georges Blazy, directeur général, agissant pour le compte de la Caisse régionale d'assurances mutuelles agricoles de l'océan Indien et du Pacifique, donnant tous pouvoirs à M. Loïc Chuiton de représenter la caisse en Polynésie française ;

Vu la lettre d'engagement en qualité d'agent spécial de M. Loïc Chuiton en date du 7 novembre 2000, dans les termes de l'article R 322-4 du code des assurances,

Arrête :

Article 1er.— Est acceptée la désignation de M. Loïc Chuiton, né le 23 mai 1965 à Bordeaux, France, et demeurant à Punaauia, en qualité d'agent spécial de la Caisse régionale d'assurances mutuelles agricoles de l'océan Indien et du Pacifique pour ses opérations dans le territoire de la Polynésie française.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 janvier 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.*

Par arrêté n° 591 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 28 décembre 2000.— L'arrêté n° 347 MIDCR du 30 juin 1998 portant attribution d'une subvention au profit du territoire de la Polynésie française pour la réalisation de l'opération "Assainissement de Bora Bora, extension de la station d'épuration de Povai"

prévoyait une participation de la section générale du F.I.D.E.S. à hauteur de 2,60 %, le reliquat devant être engagé sur le budget du ministère de l'environnement.

Par courrier n° 161 MIDCR du 2 avril 1998 relatif à l'autorisation de lancement de l'opération d'extension de la station d'épuration de Povai, le territoire de la Polynésie française a été autorisé à lancer l'opération qui a été achevée le 24 mars 1999.

Compte tenu de la disponibilité de l'autorisation de programme de 1.200.000 FF (visa n° 584 du 22 juillet 1998 du contrôleur financier central) du ministère de l'environnement, il convient donc de procéder à l'engagement à hauteur des crédits disponibles, revenant à la somme de 1.114.932,06 FF (20.282.852 F CFP).

Par imputation sur les disponibilités du chapitre 67-20, article 30, du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, il est accordé au territoire de la Polynésie française une subvention d'un montant de 1.114.932,06 FF (20.282.852 F CFP) pour la réalisation de l'opération "Assainissement de Bora Bora, extension de la station d'épuration de Povai".

Par arrêté n° 21 MASC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 17 janvier 2001.— Le brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1er degré, option Plongée subaquatique, est attribué à :

Philippe Abecassis, Laurent Bonniard, Rémi Costa, Serge Howald, Jean-Christophe Renault, Lionel Ruis, Olivier Devisscher.

Par arrêté n° 24 DRCL du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 22 janvier 2001.— L'arrêté n° 4 DRCL du 3 janvier 2001 portant acceptation de la désignation d'un agent spécial d'assurance est modifié comme suit :

Au lieu de M. Loïc Chuiton, il convient de lire M. Loïc Chuiton.

Par arrêté n° 28 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 janvier 2001.— Sont admis à l'examen du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, qui s'est déroulé le 20 janvier 2001 à la piscine de Tipaerui (Tahiti), les candidats dont les noms suivent :

Mlle David Rarahu ; MM. Demont Michel ; Fagneaux Manuarii ; Février Stéphane ; Kayser Eric ; Langy Ronald ; Mlle Lequeux Anne-Flore ; M. Livine Teiva ; Mlle Pérard Sandrine ; MM. Poheroa Uini William ; Posso Geoffroy ; Teriipaia Daniel et Teriipaia Mischaël.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 96 CM du 22 janvier 2001 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à M. Tariu Faara pour la réalisation d'un logement de type O.P.H. à Vaininiore, Papeete.

NOR : SAU0100058AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 00-74 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 6 décembre 2000 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Papeete en date du 18 décembre 2000 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 janvier 2001,

Arrête :

Article 1er.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue, est accordée à M. Tariu Faara en ce qui concerne le projet d'un logement O.P.H. à réaliser sur un terrain dépendant de la parcelle cadastrée n° 3, section BP, à Vaininiore, Papeete, selon les dispositions des documents présentés au COMAP en séance du 6 décembre 2000, dossier n° 00-74.

Art. 2.— Cette dérogation vise les dispositions de l'article 3ZI en zone industrielle et permet la construction de ce logement qui n'est pas lié à une activité commerciale ou industrielle installée sur place.

Art. 3.— La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Art. 4.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 5.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Le ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des affaires foncières,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,*
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 104 CM du 22 janvier 2001 portant modification de l'arrêté n° 1027 CM du 30 septembre 1991 modifié relatif à la composition du Conseil économique, social et culturel, et à la désignation des représentants des groupements professionnels, des organismes et des associations qui le composent.

NOR : ENV0100063AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1027 CM du 30 septembre 1991 modifié relatif à la composition du Conseil économique, social et culturel, et à la désignation des représentants des groupes professionnels, des organismes et des associations qui le composent ;

Vu l'arrêté n° 690 CM du 4 juillet 1996 portant modification de la composition du Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 2001-7 APF du 11 janvier 2001 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet d'arrêté modifiant la composition du Conseil économique, social et culturel ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 janvier 2001,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 1027 CM du 30 septembre 1991 sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

- Fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.) : 3 sièges ;
- Union des syndicats autonomes des travailleurs de Polynésie (U.S.A.T.P.) : 4 sièges.

Lire :

- Confédération des syndicats des travailleurs de Polynésie/Force ouvrière : 7 sièges.

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre de l'environnement,
Lucie LUCAS.

ARRETE n° 115 CM du 25 janvier 2001 portant nomination du professeur Charles Pilet en qualité de président du Conseil scientifique consultatif de l'Institut Louis-Malardé.

NOR : ILM0100034AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la recherche,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-114 APF du 28 septembre 2000 relative à l'Institut Louis-Malardé ;

Vu l'arrêté n° 1834 CM du 29 décembre 2000 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Institut Louis-Malardé" ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 janvier 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. le professeur Charles Pilet est nommé en qualité de président du Conseil scientifique consultatif de l'Institut Louis-Malardé.

Art. 2.— Le ministre de la santé et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 janvier 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de la santé
et de la recherche,*
Patrick HOWELL.

NOR : AFD0100021AC

Par arrêté n° 84 CM du 22 janvier 2001.— Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 1723 CM du 6 décembre 1999 autorisant Mme Delhia Tchong-Wong à occuper la servitude de curage d'un cours d'eau sis au droit d'une parcelle de la terre Urumaru, cadastrée section CW, n° 43, commune de Papeete, et à réaliser des empiètements de prospect sur le domaine public fluvial sont modifiées ainsi qu'il suit :

1° Au 2e paragraphe de cet article, les termes : "de trois rampes d'accès" sont annulés et remplacés par les termes suivants :

"D'une rampe d'accès au sous-sol, d'une partie du sous-sol réservé principalement à l'aménagement d'un parking de 14 places et des ouvrages d'assainissement".

2° Au dernier alinéa de cet article :

Les termes : "Et tel que le tout figure sur le plan joint au dossier" sont remplacés par :

"Et tel que le tout figure sur les plans de M. Pascal Delrieu n° PEO 00 et n° PEO 03 datés du 28 décembre 1999 joints à la demande de l'intéressée".

Le reste sans changement.

NOR : FCC0100039AC

Par arrêté n° 85 CM du 22 janvier 2001.— La répartition prévisionnelle des crédits de paiement du budget d'investissement de 2001 du compte spécial "Compte d'aide aux victimes des calamités (C.A.V.C.)" est déterminée selon le tableau joint en annexe.

Annexe à l'arrêté de répartition n° 1-2001 CAVC

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	Total
PR															0
VP											200.000.000				200.000.000
MFR														226.000.000	226.000.000
MAA															0
MEC															0
MED															0
MEF															0
MSF															0
MEQ															0
MLD															0
MJS															0
MSR															0
MAG															0
MCE															0
MMA															0
MEN															0
MTR															0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200.000.000	0	0	226.000.000	426.000.000

NOR : FCO0100040AC

Par arrêté n° 86 CM du 22 janvier 2001.— La répartition prévisionnelle des crédits de paiement du budget d'investissement de 2001 du compte spécial F.I.D.E.S.-territoire est déterminée selon le tableau joint en annexe.

Annexe à l'arrêté de répartition n° 1-2001 FIDES-t

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	Total
PR															0
VP															0
MFR															0
MAA							18.950.000								18.950.000
MEC							15.300.000								15.300.000
MED															0
MEF															0
MSF															0
MEQ															0
MLD															0
MJS															0
MSR															0
MAG								1.800.000							1.800.000
MCE															0
MMA															0
MEN															0
MTR															0
	0	0	0	0	0	0	34.250.000	1.800.000	0	0	0	0	0	0	36.050.000

NOR : FCO0100040AC

Par arrêté n° 87 CM du 22 janvier 2001.— Il est inséré un second alinéa à l'article 1er de l'arrêté n° 181 CM du 2 février 1998 modifié portant établissement de la liste des pièces justificatives des dépenses du territoire et de ses établissements publics, ainsi rédigé :

“Avant de procéder au paiement d'une dépense ne faisant pas l'objet d'un ordre de réquisition, les comptables du territoire et de ses établissements publics ne doivent exiger que les pièces justificatives prévues pour la dépense correspondante dans la liste figurant dans le présent arrêté.”

NOR : PEL0100050AC

Par arrêté n° 88 CM du 22 janvier 2001.— La valeur du point d'indice servant de base à la rémunération des agents de l'administration territoriale affectés à la délégation française à Paris est portée à 686 F CFP (*six cent quatre-vingt-six francs CFP*), soit 37,71 FF pour compter du 1er janvier 2001.

L'arrêté n° 524 CM du 10 avril 2000 fixant, à compter du 1er janvier 2000, la valeur du point d'indice servant de base

à la rémunération des agents affectés à la délégation de la Polynésie française à Paris, est abrogé.

NOR : AFD0002240AC

Par arrêté n° 90 CM du 22 janvier 2001.— La parcelle de la terre Taharuu et Paroro I et II, parcelle cadastrée commune de Faa'a, section S2 n° 214 pour une superficie de 600 mètres carrés est mise à disposition de l'association “Source de vie - Taatiraa Puna Ora”.

Telle que ladite parcelle de terre appartient à la Polynésie française en vertu d'un acte transcrit à la conservation des hypothèques au volume 514 n° 41 et telle qu'elle figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières.

Cette mise à disposition est destinée à l'édification d'un “fare” d'accueil des familles de détenus.

Cette mise à disposition est autorisée gracieusement à compter de la signature de la convention, pour une durée à déterminer en attendant le transfert ultérieur à l'Etat dans le cadre des échanges compensés Etat - territoire.

Les modalités de cette mise à disposition sont précisées dans une convention établie entre la Polynésie française et l'association "Source de vie - Taatiraa Puna Ora".

En cas de dissolution de l'association, la Polynésie française recouvrera la jouissance du terrain et deviendra propriétaire par accession des constructions y édifiées sans aucune indemnité.

Le service des affaires sociales est chargé du suivi de la convention.

NOR : AFD0100052AC

Par arrêté n° 91 CM du 22 janvier 2001.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Richard Tahito Ragivaru l'autorisation d'occupation temporaire de 7 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 5 hectares 10 ares 60 centiares, sis au droit de la terre Magotunu plan parcellaire n° 91, section E5 à Takaroa, commune de Takaroa, précédemment attribués à son père M. Raufaki Raumati Rangivaru (devenu Ragivaru) par arrêté n° 374 CM du 29 avril 1993 complété.

L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exercice des activités ci-après :

- l'exploitation de 5 stations de collectage de 200 mètres x 1 mètre à 600 mètres du rivage ;
- l'élevage de la nacre et la ferme perlière (5 hectares) à 10 mètres du rivage ;
- l'implantation d'une maison d'exploitation et de greffage (60 mètres carrés) à 5 mètres du rivage.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à 64.500 F CFP.

L'arrêté n° 374 CM du 29 avril 1993 complété portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Takaroa, commune de Takaroa, au profit de M. Raufaki Raumati Rangivaru est abrogé.

NOR : AFD0100054AC

Par arrêté n° 92 CM du 22 janvier 2001.— Le renouvellement de la location de l'îlot domanial Kopuaroa n° 1, secteur 3, section H6, n° 238, d'une superficie de 10 ares 60 centiares, sis à Manihi, est autorisé aux fins d'habitation et perliculture au profit de M. Pierre Nordman.

La location est consentie à compter du 13 septembre 1999 pour une durée de 9 années, moyennant un loyer annuel de 19.400 F CFP. Le loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris chaque année par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

NOR : AFD0100055AC

Par arrêté n° 93 CM du 22 janvier 2001.— Le service des études techniques de la présidence de la Polynésie française est autorisé à occuper temporairement deux emplacements du domaine public maritime à charge de remblai, d'une superficie totale de 3.400 mètres carrés, au droit de la baie de Apooiti, sise à Uturoa, commune de Raiatea.

Ces emplacements comprennent :

- la régularisation d'un remblai de 100 mètres carrés, cadastré section AM n° 87 ;
- et un remblai d'une superficie de 3.300 mètres carrés, protégé par des enrochements.

Et tel que le tout figure sur le plan de masse du dossier.

Ces remblais seront destinés à l'implantation d'un plateau sportif constitué :

- d'infrastructures destinées à la pratique de sports collectifs pour les jeunes ;
- d'un petit parking proposant une dizaine de places de stationnement ;
- d'espaces verts en périphérie des terrains de sport.

La présente autorisation est accordée sous les conditions et clauses suivantes toutes de rigueur, que le concessionnaire s'engage à respecter, savoir :

1° Il devra installer des écrans géotextiles avant le démarrage des travaux afin d'éviter tous risques de pollution ;

2° L'accès à ce remblai devra se faire par le chemin vicinal situé à l'est, conformément au plan de masse du dossier ;

3° Il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

4° Il sera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

À l'achèvement des travaux, un plan de récolement et un document d'arpentage devront être produits à la direction de l'équipement, groupement études et gestion du domaine public, en vue de la délivrance du certificat de conformité.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus, et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres de la Polynésie française pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : AFD0100056AC

Par arrêté n° 94 CM du 22 janvier 2001.— M. Gideon Aihio est autorisé à occuper temporairement un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 63 mètres carrés au droit de la terre Teoneaputa, lot B du lot 5, sis à Ruutia, commune de Tahaa. Cet emplacement est destiné à l'implantation d'un ponton sur pilotis.

Et tel que le tout figure sur le plan joint à la demande.

La présente autorisation d'occupation est accordée sous les conditions suivantes, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

1° L'emplacement concédé sera affecté à l'implantation d'un ponton sur pilotis. Cet ouvrage doit laisser libre le passage en bordure de mer et la circulation des pirogues ;

2° Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et le ponton pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

3° Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement préalable du conseil des ministres ;

4° A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, le bénéficiaire enlèvera à ses frais et sous sa responsabilité toutes les installations édifiées sur le domaine public maritime sans aucune indemnité ;

5° A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature devront être enlevées par le bénéficiaire à ses frais.

La présente autorisation est accordée pour une durée de neuf (9) années à compter de la date du présent arrêté.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à la somme de quinze mille (15.000) francs pacifiques.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la décision n° 1128 DOM du 28 février 1980.

NOR : AFD0100057AC

Par arrêté n° 95 CM du 22 janvier 2001.— Mme Emma Tautoo est autorisée, à titre de régularisation, à occuper temporairement un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie totale de 898 mètres carrés sis au droit du lot n° 1 de la terre Opeha dans la baie de Faaroa à Avera, commune de Taputapuata.

Et tel que le tout figure sur le plan dressé par la S.C.P. Anding-Leininger en date du 23 mars 2000 joint à la demande.

La présente autorisation est accordée pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté, et sous les clauses et conditions du cahier des charges de la convention type d'occupation du domaine public maritime à charge de remblai.

Le concessionnaire devra par ailleurs :

- 1° Laisser un passage public d'une largeur de trois (3) mètres le long des ouvrages du front de mer ;
- 2° Matérialiser la limite séparative du passage public par une haie vive, du surplus de l'emplacement remblayé réservé à son usage privatif.

La présente autorisation est consentie moyennant une redevance annuelle, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, d'un montant de quatre-vingt-neuf mille huit cents (89.800) francs pacifiques.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public.

En cas de paiement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

S'agissant d'une régularisation, la redevance due pour les trois (3) années précédentes (1998-1999-2000) est majorée d'une pénalité de 12 %. Cette redevance, d'un montant total de trois cent un mille sept cent vingt-huit (301.728) francs

pacifiques, est payable au moment de la signature de l'acte administratif d'occupation temporaire du domaine public maritime.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : SRM0100065AC

Par arrêté n° 97 CM du 22 janvier 2001.— Est admise au régime des mesures fiscales incitatives applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle prévues par la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée, la S.N.C. Rava'ai Rau 5 pour son projet d'acquisition et d'exploitation du navire de pêche hauturière "Apatoa", PY 1808.

La S.N.C. Rava'ai Rau 5 bénéficie :

- de la suspension des droits et taxes, dont la liquidation incombe au service des douanes, à l'exclusion des redevances portuaires et aéroportuaires, frappant le navire de pêche hauturière, les équipements et matériels destinés au navire dont les caractéristiques sont les suivantes :
 - Nom du navire : "Apatoa", PY 1808 ;
 - Longueur hors tout : 13,70 mètres ;
 - Largeur : 4,90 mètres ;
 - Creux : 1,94 mètre ;
 - Jauge brute : 20,00 tonneaux et plus ;
 - Motorisation : Baudouin 340 CV type 6 R 120 SR,
- de l'exonération totale pendant une durée de trois ans à compter de la mise en exploitation du navire des impôts directs suivants : contribution des patentes et impôt sur les transactions ou impôt sur les bénéfices des sociétés. Cette exonération ne concerne que les éléments déclarés servant de base aux calculs des différents impôts ;
- de l'exonération des droits d'enregistrement applicables à l'acte de financement en défiscalisation intervenant entre la S.N.C. Armement polynésien n° 5 et la S.N.C. Rava'ai Rau 5 plafonnée à deux millions six cent vingt-cinq mille francs pacifiques (2.625.000 F CFP).

En application de l'article 4 de la délibération n° 90-48 AT, le bénéfice des avantages ci-octroyés est subordonné à la passation d'une convention entre la S.N.C. Rava'ai Rau 5 d'une part, et d'autre part, la Polynésie française représentée par le ministre chargé de la mer, selon le modèle prévu par l'arrêté n° 735 CM du 5 juillet 1990 modifié.

NOR : SRM0100066AC

Par arrêté n° 98 CM du 22 janvier 2001.— Est admise au régime des mesures fiscales incitatives applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle prévues par la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée, la S.N.C. Rava'ai Rau 6 pour son projet d'acquisition et d'exploitation du navire de pêche hauturière "Irihonu", PY 1809.

La S.N.C. Rava'ai Rau 6 bénéficie :

- de la suspension des droits et taxes, dont la liquidation incombe au service des douanes, à l'exclusion des redevances portuaires et aéroportuaires, frappant le navire de pêche hauturière, les équipements et matériels destinés au navire dont les caractéristiques sont les suivantes :

- *Nom du navire* : "Irihonu", PY 1809 ;
- *Longueur hors tout* : 13,70 mètres ;
- *Largeur* : 4,90 mètres ;
- *Creux* : 1,94 mètre ;
- *Jauge brute* : 20.00 tonneaux et plus ;
- *Motorisation* : Baudouin 340 CV type 6 R 120 SR,

- de l'exonération totale pendant une durée de trois ans à compter de la mise en exploitation du navire des impôts directs suivants : contribution des patentes et impôt sur les transactions ou impôt sur les bénéfices des sociétés. Cette exonération ne concerne que les éléments déclarés servant de base aux calculs des différents impôts ;

- de l'exonération des droits d'enregistrement applicables à l'acte de financement en défiscalisation intervenant entre la S.N.C. Armement polynésien n° 6 et la S.N.C. Rava'ai Rau 6 plafonnée à deux millions six cent vingt-cinq mille francs pacifiques (2.625.000 F CFP).

En application de l'article 4 de la délibération n° 90-48 AT, le bénéfice des avantages ci-octroyés est subordonné à la passation d'une convention entre la S.N.C. Rava'ai Rau 6 d'une part, et d'autre part, la Polynésie française représentée par le ministre chargé de la mer, selon le modèle prévu par l'arrêté n° 735 CM du 5 juillet 1990 modifié.

NOR : SRM0100067AC

Par arrêté n° 99 CM du 22 janvier 2001.— Pour compter de la date de délivrance de la licence de pêche professionnelle, le navire de pêche "Teiri Iri", PY 1810, est agréé au régime fiscal privilégié institué par la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989 modifiée, pour les avitaillements de gazole, d'huiles et de lubrifiants destinés à la pêche hauturière et relevant des codifications des tarifs S.H. 27.10.00.38 et S.H. 27.10.00.45.

L'agrément au régime fiscal visé ci-dessus peut être retiré par arrêté pris en conseil des ministres dès lors que le titulaire cesse de satisfaire aux conditions fixées par l'article 2 de la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989 ou en cas de suspension de leur licence de pêche professionnelle en application de l'article 12 de la délibération n° 97-32 AT du 20 février 1997.

Le retrait de l'agrément peut également être prononcé dans les mêmes formes en application de l'article 4 de la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989.

Lorsque le retrait de l'agrément intervient, le bénéfice du régime fiscal privilégié est immédiatement suspendu par les services des douanes.

NOR : SRM0100068AC

Par arrêté n° 100 CM du 22 janvier 2001.— Pour compter de la date de délivrance de la licence de pêche professionnelle, le navire de pêche "Mairipehe 2", PY 1811, est agréé au régime fiscal privilégié institué par la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989 modifiée, pour les avitaillements de gazole, d'huiles et de lubrifiants destinés à la pêche hauturière et relevant des codifications des tarifs S.H. 27.10.00.38 et S.H. 27.10.00.45.

L'agrément au régime fiscal visé ci-dessus peut être retiré par arrêté pris en conseil des ministres dès lors que le titulaire cesse de satisfaire aux conditions fixées par l'article 2 de la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989 ou en cas de suspension de leur licence de pêche professionnelle en application de l'article 12 de la délibération n° 97-32 AT du 20 février 1997.

Le retrait de l'agrément peut également être prononcé dans les mêmes formes en application de l'article 4 de la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989.

Lorsque le retrait de l'agrément intervient, le bénéfice du régime fiscal privilégié est immédiatement suspendu par les services des douanes.

NOR : SRM0100069AC

Par arrêté n° 101 CM du 22 janvier 2001.— Pour compter de la date de délivrance de la licence de pêche professionnelle, le navire de pêche "Tang-Cathy", PY 1812, est agréé au régime fiscal privilégié institué par la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989 modifiée, pour les avitaillements de gazole, d'huiles et de lubrifiants destinés à la pêche hauturière et relevant des codifications des tarifs S.H. 27.10.00.38 et S.H. 27.10.00.45.

L'agrément au régime fiscal visé ci-dessus peut être retiré par arrêté pris en conseil des ministres dès lors que le titulaire cesse de satisfaire aux conditions fixées par l'article 2 de la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989 ou en cas de suspension de leur licence de pêche professionnelle en application de l'article 12 de la délibération n° 97-32 AT du 20 février 1997.

Le retrait de l'agrément peut également être prononcé dans les mêmes formes en application de l'article 4 de la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989.

Lorsque le retrait de l'agrément intervient, le bénéfice du régime fiscal privilégié est immédiatement suspendu par les services des douanes.

NOR : CPS0100012AC

Par arrêté n° 102 CM du 22 janvier 2001.— Pour compter du 1er janvier 2001, le coefficient de revalorisation des pensions du régime de retraite institué par la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 au profit des travailleurs salariés, est fixé à 2,02 correspondant à un taux d'augmentation de 2 %.

NOR : CPS0100041AC

Par arrêté n° 103 CM du 22 janvier 2001.— La dotation globale de financement du Centre hospitalier territorial, représentant la part des dépenses obligatoirement prise en charge par les régimes territoriaux de protection sociale est fixée, pour l'exercice 2001, à 8.500.100.515 F CFP, en augmentation de 5,028 % arrondi à 5,03 % par rapport à la dotation de l'exercice précédent. Elle comprend la dotation globale principale et la dotation globale spécifique.

Elle est ventilée entre les régimes selon les taux prévisionnels suivants :

Régimes	Taux	Montant
- Régime général des salariés	59,43 %	5.051.609.736
- Régime de solidarité territorial	36,35 %	3.089.786.537
- Régime des non-salariés	4,22 %	358.704.242
Total	100,00 %	8.500.100.515

La ventilation de la dotation entre les régimes sera réajustée en fonction des titres de recette 2000 en possession de la Caisse de prévoyance sociale au 30 juin 2001.

La dotation globale couvre l'ensemble des soins dispensés par le Centre hospitalier territorial à l'exclusion des prestations ci-après :

- hospitalisation de jour ainsi que tous les actes qui y sont rattachés ;
- scanners effectués à titre externe ;
- actes de laboratoire effectués à titre externe ;
- médicaments à délivrance hospitalière à titre externe ;
- soins dispensés aux ressortissants relevant du régime de la sécurité sociale et des régimes spécifiques.

Le Centre hospitalier territorial transmettra quotidiennement à la Caisse de prévoyance sociale, par le biais de la ligne spécialisée établie entre les deux établissements, les fichiers contenant les informations suivantes :

- le DN du patient ;
- les nom et prénom du patient ;
- son régime d'affiliation ;
- le type de soins : hospitalisation ou soins externes ;
- le numéro d'hospitalisation ou le numéro de consultation ;
- le type d'assurance : maladie, longue maladie, maternité ou accidents du travail ;
- le taux de prise en charge ;
- l'identité du service ayant exécuté l'acte ;
- la période de soins ;
- le détail des actes.

Après traitement des informations par la Caisse de prévoyance sociale, les dossiers rejetés sont adressés au Centre hospitalier territorial, sous forme de liste informatique mentionnant les motifs du rejet.

NOR : EMP0002254AC

Par arrêté n° 105 CM du 22 janvier 2001.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes de l'organe collégial de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle :

- délibération n° 6-2000 portant attribution à compter du 1er janvier 2000 d'une indemnité de sujétion au responsable administratif et financier de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle ;
- délibération n° 1-2001 portant abandon de créances et annulation d'ordres de recette de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle.

NOR : EMP0002255AC

Par arrêté n° 106 CM du 22 janvier 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération suivante de l'organe collégial de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle :

- délibération n° 2-2001 portant adoption du budget primitif de l'année 2001 de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle arrêté en dépenses et en recettes à la somme de *deux cent quarante et un millions quatre cent quarante-six mille six cent quarante-sept francs CFP* (241.446.647 F CFP) répartie comme suit :

- Section de fonctionnement :
 - recettes : 213.446.647 F CFP ;
 - dépenses : 241.346.647 F CFP ;
- Section investissement :
 - recettes : 28.000.000 F CFP ;
 - dépenses : 100.000 F CFP.

NOR : EMP0002256AC

Par arrêté n° 107 CM du 22 janvier 2001.— Le montant de l'indemnité du gestionnaire de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle est fixée à *soixante mille francs CFP* à compter de la date de la prise de ses fonctions le 1er janvier 2000.

NOR : ITS0100045AC

Par arrêté n° 108 CM du 22 janvier 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 11-2000 ISPF du 22 décembre 2000 du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française portant approbation et affectation du résultat du compte financier de l'Institut de la statistique de la Polynésie française pour l'exercice 1999.

NOR : ITS0100046AC

Par arrêté n° 109 CM du 22 janvier 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 12-2000 ISPF du 22 décembre 2000 du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française relative à une modification de postes budgétaires.

NOR : ITS0100062AC

Par arrêté n° 114 CM du 25 janvier 2001.— Est constaté au niveau de 117,1, l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de décembre 2000 (base 100 en décembre 1988).

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

Par arrêté n° 92 PR du 23 janvier 2001.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Tubuai pour la construction de sa nouvelle mairie à Mataura dont le coût est estimé à *cent trente millions de francs CFP* (130.000.000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 61,54 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *quatre-vingt millions de francs CFP* (80.000.000 F CFP).

L'échéancier de versement de la subvention sera le suivant :

- 30 %, soit *vingt-quatre millions de francs CFP* (24.000.000 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- trois tranches de 20 %, soit *seize millions de francs CFP* (16.000.000 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respectivement de 31.200.000 F CFP, 59.800.000 F CFP et 85.800.000 F CFP ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- pour l'avance : le permis de construire ; tout acte réglementaire ou un certificat administratif attestant que le terrain d'assiette est communal ; tout acte attestant le commencement d'exécution de l'opération ;
- pour les tranches intermédiaires : un relevé, visé par le trésorier des Australes, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- pour le solde : un certificat administratif, signé du maire ou de son représentant, attestant l'achèvement de l'opération ou, dans le cas d'un marché, le procès-verbal de réception daté et signé ; un relevé, visé par le trésorier des Australes, de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'ouvrage subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifiée du 4 août 1997).

La dépense définie ci-dessus est imputable au chapitre 912, opération 55-2000, article 130 du budget du territoire.

Par arrêté n° 93 PR du 23 janvier 2001.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Tubuai pour le bétonnage de la route du cimetière de Taahuaia dont le coût est estimé à *quatorze millions de francs CFP* (14.000.000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 80 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *onze millions deux cent mille francs CFP* (11.200.000 F CFP).

L'échéancier de versement de la subvention sera le suivant :

- 50 %, soit *cinq millions six cent mille francs CFP* (5.600.000 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *deux millions deux cent quarante mille francs CFP* (2.240.000 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respectivement de 5.600.000 F CFP et 9.240.000 F CFP ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ;

- pour les tranches intermédiaires : un relevé, visé par le trésorier des Australes, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- pour le solde : un certificat administratif, signé du maire ou de son représentant, attestant l'achèvement de l'opération et son coût final ; un relevé, visé par le trésorier des Australes, de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'ouvrage subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifiée du 4 août 1997).

La dépense définie ci-dessus est imputable au chapitre 912, opération 55-2000, article 130 du budget du territoire.

Par arrêté n° 94 PR du 23 janvier 2001.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Pirae pour la reconstruction des ouvrages de V.R.D. suite aux intempéries des 19 et 20 décembre 1998 : phase I, travaux déjà réalisés, dont le coût est estimé à *treize millions deux cent soixante-quatorze mille neuf cent cinquante et un francs CFP* (13.274.951 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 25,81 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *trois millions quatre cent vingt-quatre mille neuf cent cinquante et un francs CFP* (3.424.951 F CFP).

La subvention sera versée en une seule fois après l'achèvement de l'opération subventionnée.

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant d'un droit réel de la commune sur l'emprise des terrains concernés par l'opération ;
- un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- tout acte attestant la fin d'exécution de l'opération.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'ouvrage subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifiée du 4 août 1997).

La dépense définie ci-dessus est imputable au chapitre 912, opération 6-99 du budget du compte d'aide aux victimes des calamités.

Par arrêté n° 95 PR du 23 janvier 2001.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Pirae pour la reconstruction des ouvrages de V.R.D. suite aux intempéries des 19 et 20 décembre 1998 : phase II, travaux non encore réalisés, dont le coût est estimé à *quatre-vingt millions douze mille sept cent trente-deux francs CFP* (80.012.732 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 100 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *quatre-vingt millions douze mille sept cent trente-deux francs CFP* (80.012.732 F CFP).

L'échéancier de versement de la subvention sera le suivant :

- 30 %, soit *vingt-quatre millions trois mille huit cent vingt francs CFP* (24.003.820 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- trois tranches de 20 %, soit *seize millions deux mille cinq cent quarante-six francs CFP* (16.002.546 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respectivement de 19.203.056 F CFP, 36.805.857 F CFP et 52.808.403 F CFP ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- *pour l'avance* : tout document attestant d'un droit réel de la commune sur l'emprise des terrains concernés par l'opération ; tout acte attestant le commencement d'exécution de l'opération ;
- *pour les tranches intermédiaires* : un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- *pour le solde* : tout acte attestant la fin d'exécution de l'opération ; un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'ouvrage subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifiée du 4 août 1997).

La dépense définie ci-dessus est imputable au chapitre 912, opération 6-99 du budget du compte d'aide aux victimes des calamités.

Par arrêté n° 96 PR du 23 janvier 2001.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Pirae pour l'aménagement de l'accès au dépôt municipal, dont le coût est estimé à *neuf millions de francs CFP* (9.000.000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 90 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *huit millions cent mille francs CFP* (8.100.000 F CFP).

L'échéancier de versement de la subvention sera le suivant :

- 50 %, soit *quatre millions cinquante mille francs CFP* (4.050.000 F CFP), au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *un million six cent vingt mille francs CFP* (1.620.000 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respectivement de 3.600.000 F CFP et 5.940.000 F CFP ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- *pour l'avance* : tout acte attestant que la voie concernée est communale ou un certificat administratif attestant que la voie est communale ; tout acte attestant le commencement d'exécution de l'opération ;
- *pour les tranches intermédiaires* : un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- *pour le solde* : tout acte attestant la fin d'exécution de l'opération ; un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'ouvrage subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des

pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifiée du 4 août 1997).

La dépense définie ci-dessus est imputable au chapitre 912, opération 55-2000, article 130 du budget du territoire.

Par arrêté n° 97 PR du 23 janvier 2001.— Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 1475 PR du 23 décembre 1998.

Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Pirae pour la réalisation d'un forage d'exploitation dans la vallée de Nahoata dont le coût est estimé à *cinquante et un millions de francs CFP* (51.000.000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 33,34 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *dix-sept millions de francs CFP* (17.000.000 F CFP).

La subvention sera versée en une seule fois après la fin d'exécution de l'opération subventionnée.

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ;
- tout acte attestant le droit de la commune sur les terrains concernés ;
- un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- tout acte attestant la fin d'exécution de l'opération.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'ouvrage subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifiée du 4 août 1997).

La dépense définie ci-dessus est imputable au chapitre 912, opération 134-1998, article 130 du budget du territoire.

Par arrêté n° 98 PR du 23 janvier 2001.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Maupiti pour le bouclage électrique de l'île, dont le coût est estimé à *sept millions cent trente-trois mille trois cent trente-trois francs CFP* (7.133.333 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 50 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant

plafond de *trois millions cinq cent soixante-six mille six cent soixante-sept francs CFP* (3.566.667 F CFP).

L'échéancier de versement de la subvention sera le suivant :

- 50 %, soit *un million sept cent quatre-vingt-trois mille trois cent trente-quatre francs CFP* (1.783.334 F CFP), au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *sept cent treize mille trois cent trente-trois francs CFP* (713.333 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respectivement de 2.853.333 F CFP et 4.708.000 F CFP ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- *pour l'avance* : tout acte attestant le commencement d'exécution de l'opération ;
- *pour les tranches intermédiaires* : un relevé, visé par le trésorier des îles Sous-le-Vent, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- *pour le solde* : tout acte attestant la fin d'exécution de l'opération ; un relevé, visé par le trésorier des îles Sous-le-Vent, de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'ouvrage subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM modifiée du 4 août 1997).

La dépense définie ci-dessus est imputable au chapitre 912, opération 55-2000, article 130 du budget du territoire.

Par arrêté n° 99 PR du 23 janvier 2001.— Il est mis fin à la mesure de suspension provisoire de la licence de navigation charter du navire Nemo Tuamotu de la S.A. Dufour Tahiti faisant l'objet de l'arrêté n° 1686 PR du 25 octobre 2000 à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Par arrêté n° 100 PR du 23 janvier 2001.— Une licence de navigation charter "professionnelle" est délivrée à M. Paul Gasparini pour le navire "L'Escapade". Cette autorisation, valable pour une année, est renouvelable par tacite reconduction dans les conditions définies à l'article 5.2 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 portant organisation de la navigation charter en Polynésie française.

**MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES RÉFORMES ADMINISTRATIVES**

ARRETE n° 199 MFR du 23 janvier 2001 portant délégation de signature à Mlle Sandra Shan Sei Fan, contrôleur des dépenses engagées par intérim.

Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 199 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu la délibération n° 97-37 APF du 27 février 1997 portant organisation du service du contrôle des dépenses engagées du territoire et des établissements publics territoriaux à caractère administratif ;

Vu l'arrêté n° 58 CM du 15 janvier 2001 portant nomination de Mlle Sandra Shan Sei Fan en qualité de contrôleur des dépenses engagées par intérim,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mlle Sandra Shan Sei Fan, contrôleur des dépenses engagées par intérim, à l'effet de signer, au nom du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— Mlle Sandra Shan Sei Fan est en outre habilitée à signer, au nom du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, les actes concernant :

- 1° La gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- 2° L'avancement et les notations des agents du service ;
- 3° Les sanctions disciplinaires, jusqu'au blâme inclus, infligés aux agents placés sous son autorité ;
- 4° Les ordres de déplacements dans le territoire, n'excédant pas six jours, des agents placés sous son autorité ;
- 5° La prise en charge des frais de transport et de bagages des agents placés sous son autorité ;
- 6° L'engagement et la liquidation des dépenses du service.

Art. 3.— Mlle Sandra Shan Sei Fan est en outre habilitée à signer les actes et correspondances relevant du contrôle des dépenses engagées tels qu'ils résultent de la délibération

n° 97-37 APF du 27 février 1997 organisant le contrôle des dépenses engagées du territoire et des établissements publics à caractère administratif.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Sandra Shan Sei Fan, la délégation prévue à l'article 3 est dévolue à M. Pascal Lien, contrôleur adjoint, pour signer les actes et correspondances relatifs aux dépenses d'investissement du territoire et pour représenter le contrôle des dépenses engagées dans ces matières.

Art. 5.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Sandra Shan Sei Fan, la délégation prévue à l'article 3 est dévolue à Mlle Cécile Apeang, contrôleur adjoint, pour signer les actes et correspondances relatifs aux dépenses de fonctionnement du territoire autres que de personnel et pour représenter le contrôle des dépenses engagées dans ces matières.

Art. 6.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Sandra Shan Sei Fan, la délégation prévue à l'article 3 est dévolue à Mlle Anne-Sophie Picardeau, contrôleur adjoint, pour signer les actes et correspondances relatifs aux dépenses du personnel du territoire et pour représenter le contrôle des dépenses engagées dans ces matières.

Art. 7.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Sandra Shan Sei Fan, la délégation prévue à l'article 3 est dévolue à M. Mario Sie Yean Fa, contrôleur adjoint, pour signer les actes et traiter les affaires courantes des établissements publics territoriaux soumis au contrôle des dépenses engagées et pour représenter le contrôle des dépenses engagées dans ces matières.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Sandra Shan Sei Fan et de M. Mario Sie Yean Fa, la délégation prévue à l'article 3 est dévolue à Mlle Rava Bonnet, contrôleur adjoint, pour signer les actes et traiter les affaires courantes des établissements publics territoriaux soumis au contrôle des dépenses engagées et pour représenter le contrôle des dépenses engagées dans ces matières.

Art. 8.— Le contrôleur des dépenses engagées par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2001.
Patrick PEAUCELLIER.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES FONCIÈRES,
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DE L'URBANISME**

Par arrêté n° 226 MAA.AU du 25 janvier 2001.— Est autorisé le transfert du bénéfice des arrêtés d'autorisation de lotir au profit de la S.C.I. Bel Air 2000.

Est autorisée la modification des travaux de la dernière tranche du lotissement Bel Air sur une parcelle dépendant de la terre Teanatia sise à Teavaro, Moorea, relatifs aux travaux de terrassement, réduisant ainsi le nombre de lots à 10.

Le dossier modificatif est composé des pièces suivantes et enregistré au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction") les 27 octobre et 7 décembre 2000, sous le n° L/97-22 :

- mandat de la S.C.I. Bel Air 2000 en date du 26 septembre 2000 ;
- promesse synallagmatique de vente ;
- note de présentation ;
- plan de situation ;
- plan parcellaire ;
- plan topographique ;
- plan de terrassement ;
- coupe de terrassement ;
- plan de voirie et du réseau d'eaux pluviales ;
- plan des réseaux d'eaux, téléphonique et électrique ;
- profil en long des voies ;
- profils en travers types et détails ;
- plan de l'aire de retournement en bout de la voie B ;
- additif au cahier des charges.

Les travaux d'aménagement et de viabilisation seront réalisés conformément au dossier pris en considération, en tenant compte des dispositions suivantes :

1° Voirie :

L'aire de retournement sur la voie B située dans l'emprise de la 1re tranche devra être entièrement et correctement réalisée.

2° Eaux usées :

Le promoteur devra faire réaliser des tests de percolation après les travaux de terrassement afin de définir le type d'assainissement individuel à mettre en place, lequel sera à mentionner dans l'additif au cahier des charges.

Dans le cas où les tests de percolation donneraient des résultats défavorables à la mise en place d'une filière d'assainissement individuel, il sera nécessaire d'envisager une autre solution d'assainissement de type collectif.

3° Terrassements :

Le promoteur devra faire appel à un organisme de contrôle afin de garantir la stabilité de l'ensemble des terrassements projetés pendant et après les travaux.

4° Réseaux électrique et téléphonique

Les réseaux électrique et téléphonique seront réalisés conformément aux normes techniques de distribution publique.

Avant le début des travaux d'adduction téléphonique, un projet détaillé d'infrastructure téléphonique établi par une entreprise admise par l'O.P.T. devra être présenté au C.C.L./ENSIM (Centre de construction des lignes - Ensemble immobilier à Tipaerui, téléphone : 41.43.62, fax : 45.06.38).

5° Sécurité incendie :

Le poteau d'incendie projeté devra être de type normalisé et présenter les caractéristiques suivantes :

- une sortie de diamètre 100 mm ;
- deux sorties symétriques de diamètre 65 mm ;
- un débit de 17 litres/seconde ;
- une pression dynamique de 1 bar.

A l'appui de toute demande de certificat de conformité pour les lots du lotissement, les pièces suivantes complétant le dossier du lotissement devront être déposées :

- 4 exemplaires du plan de bornage et de récolement des travaux, le cas échéant ;

- 4 exemplaires des essais de percolation réalisés après les travaux de terrassement afin de définir le type d'assainissement le mieux adapté au terrain ;
- un rapport établi par un organisme agréé sur le contrôle des terrassements attestant de leur stabilité d'ensemble ;
- 1 exemplaire de l'attestation de réception délivrée par l'O.P.T. pour les travaux d'adduction téléphonique ;
- une attestation de contrôle du réseau incendie ;
- 4 exemplaires de l'additif au cahier des charges intégrant les modifications sur la dénomination du lotisseur et la réalisation de l'ensemble des travaux ainsi que le(s) type(s) d'assainissement des eaux usées à mettre en place.

Le présent arrêté devient caduc si les travaux d'aménagement ne sont pas achevés avant le 12 décembre 2002.

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Moorea-Maiao et du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

**MINISTÈRE DE L'ECONOMIE,
DU PLAN ET DE LA PREVISION ECONOMIQUE,
DE L'ENERGIE ET DE LA CIRCONSCRIPTION
PORTUAIRE DES ILES DU VENT**

Par arrêté n° 232 MEC du 25 janvier 2001.— L'annexe à l'arrêté n° 1177 CM du 20 décembre 1993 modifié portant application de la délibération n° 93-52 AT du 10 juin 1993 et fixant la liste des entreprises agréées au bénéfice des dispositions de ladite délibération est complétée comme suit :

Raison sociale : ERIDAN ;
N° Tahiti : 570.788 ;
Groupe de produits : II.

En application de l'article 8 de la délibération n° 93-52 AT du 10 juin 1993, l'entreprise agréée prend les engagements suivants :

- modérer ses prix de vente ;
- utiliser les produits exonérés aux seules fins de transformation ;
- communiquer en fin d'exercice ses comptes de résultat, ainsi que la comptabilité des produits importés en suspension de droits, au service instructeur.

**MINISTÈRE DE L'EDUCATION
ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE**

Par arrêté n° 102 PR du 24 janvier 2001.— Il est accordé un deuxième versement et solde de la participation 2000 du territoire, soit 1.200.000 F CFP (*un million deux cent mille francs pacifiques*), au Centre territorial de recherches et de documentation pédagogique (C.T.R.D.P.) pour la réalisation de manuels scolaires :

Imputation budgétaire : Centre de travail : 8110 ; chapitre : 943 ; sous-chapitre : 94302 ; article : 642-19.

**MINISTERE DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

Par arrêté n° 225 MEF du 25 janvier 2001.— L'identité des bénéficiaires mentionnée au n° 5 et n° 24 de la liste des bénéficiaires du dispositif "C.D.R." sur la commune de Punaauia établie à l'article 1er de l'arrêté n° 7128 MEF du 22 novembre 2000 est modifiée comme suit :

Bénéficiaires : 5 - Lai Roland Herehia ; 24 - Teaurua Parau Auguste Heimana.

Service conducteur d'opération : direction de l'équipement.

Le reste demeure sans changement.

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT
ET DES AUTRES CIRCONSCRIPTIONS
PORTUAIRES**

Par arrêté n° 185 MEQ du 22 janvier 2001.— Une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre nécessaires à la réalisation de la troisième entrée Est de Papeete dans la commune de Arue entre le carrefour de Erima et le carrefour du bowling est déconsignée et versée aux comptes bancaires des bénéficiaires conformément au tableau ci-après (en F CFP) :

N° de plan	Réf. cad.	Surf. à exproprier en m2	Propriétaires	Indemnités consignées	Indemnités à déconsigner
30	K502	166	M. André Laine et Mme Noëlle Lyon son épouse	Indemnité principale : 2.490.000 Indemnité de remploi : 249.000 Indemnité de dépréciation : 99.600 Indemnité pour la perte des arbres : 100.000 2.938.600	2.938.600
54	L335	38	M. Willing Yau	Indemnité principale : 570.000 Indemnité de remploi : 57.000 Indemnité pour la perte des arbustes : 10.000 637.000	637.000

Par arrêté n° 186 MEQ du 22 janvier 2001.— Une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre nécessaires à la réalisation de la troisième entrée Est de Papeete dans la commune de Arue entre le carrefour de Erima et le carrefour du bowling est déconsignée et versée aux comptes bancaires des bénéficiaires conformément au tableau ci-après (en F CFP) :

N° de plan	Réf. cad.	Surf. à exproprier en m2	Propriétaires	Indemnités consignées	Indemnités à déconsigner
20	K524	60	Société des missions adventistes de France	Indemnité principale : 780.000	780.000
36	L357	150	Les héritiers de M. Arouira Teaura : 1 - Mme Claudine Moea Peni épouse Maïtere	Indemnité principale : 2.250.000 Indemnité de remploi : 225.000 Indemnité pour la perte des arbres : 70.000 2.545.000	1.272.500
63	L325 b c a d	114 246 44 309	Me Bruggmann, mandataire de M. Yen Ken Howan, gérant de la S.C.I. Faapopi	Indemnité principale : 1 Indemnité principale : 1 Indemnité principale : 5.295.000 Indemnité de remploi : 529.500 Indemnité pour la perte des arbustes : 20.000 5.844.502	5.844.502
66 67	L320 L318	77 69	M. Alfred Joquant	Indemnité principale : 2.482.000	2.482.000

Par arrêté n° 196 MEQ du 22 janvier 2001.— Une partie des indemnités d'expropriation relatives à la parcelle de la terre nécessaire à la réalisation de la route de dégagement Ouest de Papeete (route des Collines) dans la commune de Faa'a est déconsignée et versée au bénéficiaire conformément aux indications énoncées au tableau ci-dessous (en F CFP) :

Terre	Bénéficiaire	Indemnités consignées	Indemnités à déconsigner
Paparahue	Mme Claudine Tarahu	741.500	24.716

Par arrêté n° 221 MEQ du 24 janvier 2001.— Les indemnités relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les réf-

rences AD168 (plan 21) et AD169 (plan 29) nécessaires aux travaux d'extension de la zone portuaire et de réaménagement du centre-ville de Uturoa dans l'île de Raiatea sont déconsignées et versées au compte bancaire (Carpap) de Me Jean-Claude Lollichon, avocat à Papeete, chargé des intérêts de la succession de M. et Mme Tchong Len suivant le tableau ci-dessous (en F CFP) :

Plan	Cad.	Indemnités consignées	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
21 29	AD168 AD169	23.207.800 (Arrêté 1343 CM du 01/10/99) 4.312.000 (Arrêté 1591 CM du 17/11/00)	800 4.312.000 4.312.800	Me Jean-Claude Lollichon (dossier 96/300)

Par arrêté n° 227 MEQ du 25 janvier 2001.— Une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la parcelle de terre cadastrée sous la référence H437 (plan 6) nécessaire à l'aménagement de la route de la vallée de Hamuta dans la commune de Pirae est déconsignée et versée au compte bancaire de M. Chong Soi Ah Men et Mme Ata Teha son épouse, suivant le tableau ci-dessous (en F CFP) :

Plan	Cad.	Indemnités consignées	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
6	H437	9.844.416	4.500.000 (indemnité de construction)	M. Chong Soi Ah Men et Mme Ata Teha son épouse

Par arrêté n° 228 MEQ du 25 janvier 2001.— Une partie des indemnités relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références AD183 et AD70 nécessaires au projet d'extension de la zone portuaire et de réaménagement du

N° de plan	Réf. cad.	Surf. à exproprier en m2	Propriétaires	Indemnités consignées	Indemnités à déconsigner
18	K492	53	Les héritiers de Mme Elisa Hapuare Teamotuaitai Taimai : 1 - Héritiers de Mme Tehai Claire : - Mme Marie-Joséphine Tua épouse Hultsch - Mme Teulra Claire	Indemnité principale : 795.000 Indemnité de emploi : 79.500 Indemnité pour la perte des arbustes et des fleurs : 15.000 889.500	22.238 22.238

Par arrêté n° 230 MEQ du 25 janvier 2001.— Une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la parcelle de terre cadastrée sous la référence K538 (plan 3), nécessaire à la réalisation de la troisième entrée Est de Papeete dans la commune de Arue entre le carrefour de Erima et le carrefour du bowling est déconsignée et versée au compte bancaire de M. Kelly Kalani Sacault, conformément au tableau ci-après (en F CFP) :

N° de plan	Réf. cad.	Surf. à exproprier en m2	Propriétaires	Indemnités consignées	Indemnités à déconsigner
3	K538	172	M. Kelly Kalani Sacault	Indemnité principale : 2.924.000 Indemnité de emploi : 292.400 Indemnité de dépréciation : 116.960 3.333.360	3.333.360

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE

Par arrêté n° 218 MSR/DS du 24 janvier 2001.— Sont déclarés admis à l'examen de fin de stage, par ordre de mérite, les agents dont les noms suivent :

1) Cheung épouse Yau Loi Irène ; 2) Raveino Dorothée ; 3) Bessert épouse Pito Reva ; 4) Pendenelli Giovanna ; 5) Teahua épouse Taputu Madeleine ; 6) Tehihipo Yolande ; 7) Lee Chip Sao Patrice ; 8) Rouet Isabelle ; 9) Bessert épouse Tupuaiooro Vairea ; 10) Pani Miniora.

MINISTÈRE DE LA MER ET DE L'ARTISANAT

Par arrêté n° 197 MMA du 22 janvier 2001.— Les stagiaires de la 9e promotion dont les noms suivent, ont suivi avec succès la formation d'initiation à la greffe 2000

centre-ville de Uturoa dans l'île de Raiatea est déconsignée et versée aux comptes bancaires des héritiers de M. Marc Dehors suivant le tableau ci-dessous (en F CFP) :

Plan	Cad.	Indemnités consignées	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
17 18	AD183 AD70	11.321.201 23.502.600	66.410 25.574	M. Virtua Raymond Dehors
17 18	AD183 AD70		66.411 25.575	Mlle Teura Jacqueline Dehors

Par arrêté n° 229 MEQ du 25 janvier 2001.— Une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre nécessaires à la réalisation de la troisième entrée Est de Papeete dans la commune de Arue entre le carrefour de Erima et le carrefour du bowling est déconsignée et versée aux comptes bancaires des bénéficiaires conformément au tableau ci-après (en F CFP) :

dispensée par le Centre des métiers de la nacre et de la perliculture :

Kevin Chanac ; Stéphane Guiducci ; Angélo Hio ; Alban Huioutu Hapaitahaa ; Heiarii Iotua ; Karim Ouarsas ; Nelson Peters ; Magali Schwenck ; Victor Sue ; Richard Taerea ; Nelson Tching ; Roland Tehahe ; Tcheco Tere et Fabrice Tokoragi.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° 190 MEN du 22 janvier 2001 autorisant la société "Entrepôts et magasins généraux de Tahiti", à installer et exploiter un dépôt de matériaux de construction, commune de Arue (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Arrête :

Article 1er.— La société "Entrepôts et magasins généraux de Tahiti" est autorisée à installer et exploiter un dépôt de matériaux de construction, situé sur la commune de Arue, sur la propriété Malardé, lot B parcelle n° 360 dont le propriétaire est M. Vincent Guilloux (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 2e classe, rubriques n° 103 et n° 135 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, comprend :

- un local entrepôt ;
- un accès et une zone de circulation.

Art. 3.— L'établissement est implanté et exploité conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 4.— L'entreposage de récipients susceptibles de contenir des liquides inflammables se fait sur sol étanche faisant office de cuvette de rétention.

Moyens de secours

Art. 5.— L'installation dispose d'extincteurs appropriés, homologués en classe conforme aux risques appropriés. Ces appareils placés en des lieux aisément accessibles seront vérifiés une fois l'an.

L'installation est défendue par un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Si l'installation de ce poteau d'incendie s'avère impossible, l'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Protection de l'environnement

Art. 6.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 7.— Les déchets et résidus produits par les installations sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envois, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 8.— Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Art. 9.— L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est

exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 10.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser les valeurs suivantes :

Zone : Résidentielle urbaine ou suburbaine, avec quelques ateliers ou centres d'affaires, ou dans les communes rurales : bourgs, villages et hameaux agglomérés.

Jour : 60.

Période intermédiaire : 55.

Nuit : 50.

- *Emergence* : 3 dB (A) ;
- Période de jour* : jours ouvrables de 7 heures à 20 heures ;
- Périodes intermédiaires* : jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ; dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures ;
- Période de nuit* : tous les jours de 22 heures à 6 heures.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Evacuation des eaux de lavage et eaux résiduaires

Art. 11.— Les eaux de lavage et les eaux résiduaires ne sont, sous aucun prétexte, déversées sur la voie publique. Elles sont évacuées conformément au P.G.A. et aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement.

Prescriptions administratives

Art. 12.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 13.— La présente autorisation ne dispense pas son bénéficiaire de régler les éventuels problèmes fonciers relatifs au lieu d'implantation de l'installation autorisée.

Prescriptions générales

Art. 14.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 15.— Une consigne écrite doit indiquer les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 16.— En cas d'incendie et pour les communes ou les îles disposant d'un centre de sapeurs-pompiers, ce centre devra être alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique doit être affiché bien en évidence.

Art. 17.— Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne doit pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 18.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspection des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations pourra être exigée.

Art. 19.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 20.— La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 22 janvier 2001.
Lucie LUCAS.

ARRETE n° 207 MEN du 23 janvier 2001 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo, dans le cadre de la demande d'autorisation d'installer et d'exploiter un atelier de mécanique automobile, commune de Moorea. La demande est formulée par M. Luc Frenee.

Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination et cessation de fonctions de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 447 PR du 11 juin 1998, modifié par l'arrêté n° 178 PR du 16 février 1999, relatif aux attributions du ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française complété par l'arrêté n° 121 CM du 25 janvier 1999 ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 15 mai 1996 portant réorganisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu la demande d'autorisation déposée par le B.E.T. "Vetea" mandataire de M. Luc Frenee, instruite à la délégation à l'environnement le 10 janvier 2001 sous le numéro de dossier 01-06/ENV,

Arrête :

Article 1er.— Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 15 février au 15 mars 2001, dans le cadre de la demande d'autorisation d'installer et d'exploiter un atelier de mécanique automobile, sur la terre Tetou Auaamure sise à Teavaro, commune de Moorea. Ladite demande est formulée par M. Luc Frenee.

Art. 2.— Le dossier peut être consulté à la mairie de Moorea-Maiao, aux heures d'ouverture de celle-ci.

Toute personne pourra formuler ses observations sur un registre à feuillets non mobiles, ouvert à cet effet et présent dans la mairie mentionnée. Ladite mairie est désignée comme siège de l'enquête publique, toute correspondance doit y être adressée.

Art. 3.— Mme Isabelle Brosse est désignée pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Elle recueillera les observations ou les oppositions qui pourront se manifester pendant la durée de l'enquête, le jeudi de 8 h 30 à 11 h 30, à la mairie de Moorea-Maiao.

Art. 4.— Le périmètre d'affichage de l'avis d'enquête est fixé à 1 kilomètre. Cet affichage doit être fait à proximité de l'installation, le long des voies de circulation principales ainsi que dans les mairies des communes associées. Cet avis au public est affiché par les soins du maire de chacune des communes mentionnées à l'article 2, qui certifie son accomplissement.

Art. 5.— La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2001.
Lucie LUCAS.

ARRETE n° 208 MEN du 23 janvier 2001 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo, dans le cadre de la demande de régularisation d'exploitation des équipements techniques de l'hôtel "Sheraton Tahiti", commune de Fa'a. La demande est formulée par la S.A. "Des Hôtels tahitiens".

Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination et cessation de fonctions de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 447 PR du 11 juin 1998, modifié par l'arrêté n° 178 PR du 16 février 1999, relatif aux attributions du ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française complété par l'arrêté n° 121 CM du 25 janvier 1999 ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 15 mai 1996 portant réorganisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu la demande d'autorisation déposée par la S.N.C. Pae Tai Pae Uta mandataire de la S.A. "Des Hôtels tahitiens", instruite à la délégation à l'environnement le 10 janvier 2001 sous le numéro de dossier 01-04/ENV,

Arrête :

Article 1er.— Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 28 février au 28 mars 2001, dans le cadre de la demande de régularisation d'exploiter un dépôt de liquides inflammables, de gaz combustibles liquéfiés et deux groupes électrogènes de l'hôtel "Sheraton Tahiti", sur la terre Tutuapare, parcelle B, commune de Faaa. Ladite demande est formulée par la S.A. "Des Hôtels tahitiens".

Art. 2.— Le dossier peut être consulté à la mairie de Faaa, aux heures d'ouverture de celle-ci.

Toute personne pourra formuler ses observations sur un registre à feuillets non mobiles, ouvert à cet effet et présent dans la mairie mentionnée. Ladite mairie est désignée comme siège de l'enquête publique, toute correspondance doit y être adressée.

Art. 3.— M. Gérard Trousson est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Il recueillera les observations ou les oppositions qui pourront se manifester pendant la durée de l'enquête, le mercredi de 8 h 30 à 11 h 30, à la mairie de Faaa.

Art. 4.— Le périmètre d'affichage de l'avis d'enquête est fixé à 1 kilomètre. Cet affichage doit être fait à proximité de l'installation, le long des voies de circulation principales ainsi que dans les mairies des communes associées. Cet avis au public est affiché par les soins du maire de la commune mentionnée à l'article 2, qui certifie son accomplissement.

Art. 5.— La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2001.
Lucie LUCAS.

ARRETE n° 209 MEN du 23 janvier 2001 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo, dans le cadre de la demande de régularisation d'exploitation des équipements techniques de l'hôtel "Sheraton Moorea", commune de Moorea. La demande est formulée par la S.A. "Des Hôtels tahitiens".

Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination et cessation de fonctions de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 447 PR du 11 juin 1998, modifié par l'arrêté n° 178 PR du 16 février 1999, relatif aux attributions du ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française complété par l'arrêté n° 121 CM du 25 janvier 1999 ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 15 mai 1996 portant réorganisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu la demande d'autorisation déposée par la S.N.C. Pae Tai Pae Uta mandataire de la S.A. "Des Hôtels tahitiens", instruite à la délégation à l'environnement le 10 janvier 2001 sous le numéro de dossier 01-05/ENV,

Arrête :

Article 1er.— Une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 14 février au 14 mars 2001, dans le cadre de la demande de régularisation d'exploiter un dépôt de liquides inflammables, de gaz combustibles liquéfiés et deux groupes électrogènes de l'hôtel "Sheraton Moorea", sur la terre Vaipau sise à Paopao, commune de Moorea. Ladite demande est formulée par la S.A. "Des Hôtels tahitiens".

Art. 2.— Le dossier peut être consulté à la mairie annexe de Paopao, aux heures d'ouverture de celle-ci.

Toute personne pourra formuler ses observations sur un registre à feuillets non mobiles, ouvert à cet effet et présent dans la mairie mentionnée. Ladite mairie est désignée comme siège de l'enquête publique, toute correspondance doit y être adressée.

Art. 3.— Mme Isabelle Brosse est désignée pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Elle recueillera les observations ou les oppositions qui pourront se manifester pendant la durée de l'enquête, le mercredi de 8 h 30 à 11 h 30, à la mairie annexe de Paopao.

Art. 4.— Le périmètre d'affichage de l'avis d'enquête est fixé à 1 kilomètre. Cet affichage doit être fait à proximité de l'installation, le long des voies de circulation principales ainsi que dans les mairies des communes associées. Cet avis au public est affiché par les soins du maire de la commune mentionnée à l'article 2, qui certifie son accomplissement.

Art. 5.— La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2001.
Lucie LUCAS.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Par arrêté n° 177 MTR du 22 janvier 2001.— Pour l'année scolaire 2000 - 2001, le quota total de gazole attribué aux différents groupements, désignés pour le transport scolaire sur l'île de Tahiti, s'élève à 120.969 litres répartis comme suit :

G.I.E. Te Anuanua : 1.256 litres ;
G.I.E. Te Motu Ovini : 30.433 litres ;
G.I.E. Tefana I Ahurai : 1.498 litres ;
G.I.E. T.C.P. : 87.782 litres.

La répartition du quota précisé ci-dessus entre les différentes unités de transport est fixée selon les annexes 1 à 4 jointes au présent arrêté (1).

(1) Les annexes peuvent être consultées au service des transports terrestres.

Par arrêté n° 178 MTR du 22 janvier 2001.— Pour le troisième quadrimestre 2000, le quota de gazole attribué aux différents groupements conventionnés pour le transport public routier régulier de personnes de l'île de Tahiti est fixé comme suit :

G.I.E. Te Anuanua : 6.900 litres ;
G.I.E. Te Motu Ovini : 4.412 litres ;
G.I.E. Tefana I Ahurai : 74.036 litres ;
G.I.E. T.C.P. : 240.912 litres.

Pour chacun des groupements précités, la répartition du quota précisé ci-dessus entre les différentes unités de transport est fixée selon les annexes 1 à 4 jointes au présent arrêté (1).

(1) Les annexes peuvent être consultées au service des transports terrestres.

Par arrêté n° 179 MTR du 22 janvier 2001.— Pour l'année scolaire 2000 - 2001, le quota total de gazole attribué aux différents groupements, désignés pour le transport scolaire sur les îles de Rurutu, Makemo, Huahine, Raiatea et Moorea, est fixé comme suit :

Ile de Rurutu : Taputu Ariirai : 1.689 litres ;
Ile de Makemo : S.A.R.L. Teahuragi : 870 litres ;
Ile de Huahine : G.I.E. Huahine Nui Iti : 12.518 litres ;
Ile de Raiatea : G.I.E. Raiatea Nui : 43.574 litres ;
Ile de Moorea : S.A.R.L. Moorea Nui Transports : 15.965 litres.

La répartition du quota précisé ci-dessus entre les différentes unités de transport est fixée selon les annexes 1 à 5 jointes au présent arrêté (1).

(1) Les annexes peuvent être consultées au service des transports terrestres.

Par arrêté n° 180 MTR du 22 janvier 2001.— Pour le troisième quadrimestre 2000 et le premier quadrimestre 2001, le quota de gazole attribué aux différents groupements conventionnés pour le transport public routier régulier de personnes des îles de Huahine et Raiatea est fixé comme suit :

Troisième quadrimestre 2000

Ile de Huahine : G.I.E. Huahine Nui Iti : 1.608 litres ;
Ile de Raiatea : G.I.E. Raiatea Nui : 5.548 litres.

Premier quadrimestre 2001

Ile de Huahine : G.I.E. Huahine Nui Iti : 1.608 litres ;
Ile de Raiatea : G.I.E. Raiatea Nui : 5.548 litres.

Pour chacun des groupements précités, la répartition du quota précisé ci-dessus entre les différentes unités de transport est fixée selon les annexes 1 à 4 jointes au présent arrêté (1).

(1) Les annexes peuvent être consultées au service des transports terrestres.

Par arrêté n° 181 MTR du 22 janvier 2001.— La licence n° 02 C 33 T est attribuée à M. Arnaud Luccioni, pour la mise en exploitation d'un deuxième véhicule tout-terrain, conformément à l'arrêté n° 46 PR du 8 janvier 2001 portant inscription supplémentaire au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

Par arrêté n° 182 MTR du 22 janvier 2001.— Les licences n° 18 A 13 T et n° 19 A 13 T sont attribuées à la S.A.R.L. "Paradise Tours", pour la mise en exploitation de deux autocars de catégorie A (de 25 places passagers et plus), conformément à l'arrêté n° 44 PR du 8 janvier 2001 portant inscription supplémentaire au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

Par arrêté n° 183 MTR du 22 janvier 2001.— Les licences n° 03 A 04 T, n° 04 B 04 T, n° 05 B 04 T et n° 06 B 04 T sont attribuées à la S.A.R.L. "Kia Ora South Pacific Tours", pour la mise en exploitation de quatre véhicules 1 autocar (de 25 places passagers et plus) et 3 minibus (de 8 à 24 places passagers), conformément à l'arrêté n° 45 PR du 8 janvier 2001 portant inscription supplémentaire au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

Par arrêté n° 184 MTR du 22 janvier 2001.— Les licences n° 12 C 11 M et n° 13 C 11 M sont attribuées à la S.A.R.L. "Moorea Transports", pour la mise en exploitation de deux véhicules tout-terrain, conformément à l'arrêté n° 47 PR du 8 janvier 2001 portant inscription supplémentaire au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea.

Par arrêté n° 231 MTR du 25 janvier 2001.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'arrêté n° 118 CM du 1er février 1996, le navire Nuku Hau, exploité par la Société des transports insulaires maritimes (S.T.I.M.), est autorisé à desservir l'île de Bora Bora pour la période du 29 janvier au 2 février 2001.

Ces dérogations sont soumises aux conditions prévues par l'arrêté n° 118 CM du 1er février 1996, et notamment son article 5.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETE n° 3-2001 Prés./APF du 24 janvier 2001 portant création du service de la réglementation de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé le service de la réglementation de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 2.— Ce service a pour charge :

- de répertorier tout texte issu de l'assemblée de la Polynésie française ;
- de transcrire toutes les modifications relatives à ces textes ;
- de mentionner toutes les décisions de justice ayant trait à ces textes ;
- de reporter les annulations partielles ou totales des délibérations et des arrêtés du président de l'assemblée de la Polynésie française.

Lors de ces travaux, il appartient à ce service d'attirer l'attention du président de l'assemblée de la Polynésie française sur la nécessaire consolidation ou refonte des actes issus de cette institution.

Art. 3.— Le service assure les liaisons nécessaires avec les services du territoire pour l'accomplissement de ses attributions.

Art. 4.— Le service est également chargé de constituer une base de données interne en collaboration avec le secrétaire général et le service informatique de l'assemblée de la Polynésie française et d'en assurer le suivi.

Art. 5.— En outre, ce service a pour mission d'élaborer un guide de l'élu de l'assemblée de la Polynésie française comprenant les principaux textes nécessaires à l'accomplissement de son mandat.

Art. 6.— Pour l'exercice de ses fonctions, le service bénéficiera du concours du secrétaire général et des services concernés de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 7.— Le service est destinataire de tous actes nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Art. 8.— Le service effectuera, à la demande du président de l'assemblée de la Polynésie française, toute consultation sur des questions juridiques relatives au statut et au mandat de conseiller territorial.

Art. 9.— Le personnel affecté à ce service est placé sous la responsabilité d'un chef de service qui pourra recevoir délégation de signature par arrêté du président de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 10.— Le chef du service est placé sous l'autorité directe du président de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 11.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 janvier 2001.

Justin ARAPARI.

ARRETE n° 4-2001 Prés./APF du 24 janvier 2001 portant nomination du chef du service de la réglementation de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 94-23 Prés./AT du 12 septembre 1994 portant nomination du chef adjoint du service juridique et contentieux de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 3-2001 Prés./APF du 24 janvier 2001 portant création du service de la réglementation de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Mme Chouicha-Lachaize Fatima est nommée chef du service de la réglementation de l'assemblée de la Polynésie française à compter du 1er février 2001.

Art. 2.— L'arrêté n° 94-23 Prés./AT du 12 septembre 1994 est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 janvier 2001.

Justin ARAPARI.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECISION n° 924 DEF/CGA/IS/IT

En application des dispositions de l'arrêté du 10 septembre 1992 relatif à l'exercice des fonctions d'inspecteur du travail en Polynésie française, est nommé inspecteur du travail dans les armées en Polynésie française, à compter du 30 décembre 2000, M. Hubert Sorgus, officier en chef de 2e classe du corps technique et administratif de la marine, en remplacement de M. André Neveur, officier en chef de 2e classe du corps technique et administratif de la marine, précédemment nommé dans cette fonction par la décision n° 664 DEF/CGA/IS du 16 novembre 1998.

Fait à Paris, le 14 novembre 2000.
Pour le ministre de la défense
et par délégation :
*Le contrôleur général des armées,
chef de l'inspection du travail dans les armées,*
Franck SUDON.

CONVENTION de financement n° 257-00 CDPF/IDV du 29 décembre 2000.

ENTRE :

- l'Etat, secrétariat d'Etat à l'outre-mer, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

ET :

- la commune de Arue, représentée par son maire M. Boris Léontieff,

.....
Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation des crédits d'un montant de 2.381.815,29 FF (363.105,40 euros*) (43.330.000 F CFP) affectés aux travaux de la deuxième partie du programme à court terme pour la mise en œuvre du schéma directeur de l'A.E.P. au titre de la programmation de l'année 2000.

Art. 2.— *Description et coût de l'opération*

Cette opération, estimée à un montant global de 7.145.995,56 FF (1.089.400 euros*) (130.000.000 F CFP), concerne la demande de financement des travaux de la deuxième partie du programme à court terme de la mise en œuvre du schéma directeur de l'A.E.P. qui comprennent :

- la réfection de certaines canalisations de distribution principales ;
- la mise en place de disconnecteurs pour certains abonnés ;
- la rénovation d'antennes de distribution secondaires avec réfection des branchements ;
- la mise en place de capteurs de chlore libre ;
- la construction d'un réservoir de 500 mètres cubes ;
- les missions d'études correspondantes (conduite d'opération et maîtrise d'œuvre).

L'utilisation de ces crédits devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier visé pour l'engagement de l'opération. Ce dossier, annexé à la présente convention prend valeur contractuelle.

L'opération se réalisera selon le calendrier d'exécution suivant :

- marché de maîtrise d'œuvre : 4 mois ;
- dévolution des marchés de travaux : 6 mois ;
- approvisionnement des fournitures : 3 mois ;
- exécution des travaux : 12 mois.

Art. 3.— *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Fonds propres : 2.382.364,98 FF (363.189,20 euros) (43.340.000 F CFP), soit 33,34 % ;
- Etat : 2.381.815,29 FF (363.105,40 euros) (43.330.000 F CFP), soit 33,33 % ;
- Territoire : 2.381.815,29 FF (363.105,40 euros) (43.330.000 F CFP), soit 33,33 %.

* à compter de juillet 2001.
.....

CONVENTION de financement n° 7-00 du 19 janvier 2001.

ENTRE :

- le comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.), représenté par son président M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française,

ET :

- la commune de Hitiaa O Te Ra, représentée par son maire M. Henri Flohr,
-

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) apporte son soutien financier à la commune de Hitiaa O Te Ra dans le cadre de la convention que la commune a conclue avec la Société d'environnement polynésien (S.E.P.) relative à la participation financière aux charges d'exploitation de la filière de traitement des déchets ménagers.

Art. 2.— Financement

La commune bénéficie au titre de la première année d'exécution de la convention qu'elle a conclue avec la S.E.P., d'une subvention du F.I.P. d'un montant de 3.010.000 F CFP, destinée à couvrir à hauteur de 50 % la contribution annuelle provisoire, volontaire et forfaitaire de la commune aux charges d'exploitation de la filière déchets des îles du Vent assurée par la S.E.P. Cette contribution est d'un montant de 6.020.000 F CFP par an.

Art. 3.— Modalités de versement

Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la participation financière du F.I.P. s'effectuera selon les modalités suivantes :

- le versement interviendra par acomptes de 25 % chacun, sur demande formulée par la commune et sur justification des dépenses réalisées.

En tout état de cause, il est précisé que :

- si le montant de la contribution de la commune est inférieur au montant précisé à l'article 2, le concours financier du F.I.P. sera plafonné à hauteur du pourcentage (50 %) exprimé ci-dessus ;
 - si le montant de la contribution de la commune est supérieur au montant précisé à l'article 2, le concours financier du F.I.P. sera plafonné à hauteur du montant (3.010.000 F CFP) exprimé ci-dessus.
-

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Aux termes d'un acte reçu par Me Alexandre CORMIER, notaire associé de la société civile professionnelle "Office notarial CORMIER et CALMET", le 9 janvier 2001, enregistré à Papeete le 12 janvier 2001, folio 85, bordereau 2664/1, la société dénommée "S.A.R.L. DON CAMILLO RUE DES ECOLES", société à responsabilité limitée au capital de 5.000.000 F CFP, ayant son siège social à Papeete, 14, rue des Ecoles, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 3.737 B et identifiée à l'Etat sous le n° Tahiti 197.186, représentée par M. Eric MINARDI, agissant en sa qualité de gérant et de seul associé,

A cédé à M. Kwok Ping YEUNG, restaurateur, et Mme Angelina MOU SANG, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à Arue (B.P. 14301 Arue), nés savoir Monsieur à Hong Kong le 12 mai 1960, et Madame à Papeete (Tahiti) le 15 octobre 1966,

Un fonds de commerce de restaurant pizzeria débit de boissons, sis et exploité à Papeete, 14, rue des Ecoles, sous l'enseigne "DON CAMILLO",

Moyennant le prix de 27.000.000 F CFP, payé comptant.

L'entrée en jouissance a été fixée au 9 janvier 2001.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en l'Office notarial CORMIER et CALMET, où domicile a été élu à cet effet, et, pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

Pour avis,
Le greffier du tribunal mixte de commerce.

Me Philippe CLEMENCET, notaire Titulaire d'un office notarial

85, rue du Commandant-Destremau, Papeete (Tahiti)

Avis de constitution

Suivant acte reçu aux minutes de Me Philippe CLEMENCET, notaire, titulaire d'un office notarial à la résidence de Papeete (Tahiti), 85, rue du Commandant-Destremau, le 22 janvier 2001,

Il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination: "SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ERASME", par abréviation "S.C.I. ERASME".

Forme juridique : Société civile immobilière.

Capital social : Cent quatre-vingt mille francs pacifiques (180.000 F CFP) divisé en cent quatre-vingts parts de mille francs pacifiques chacune, numérotées de 1 à 180, entièrement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Siège social : PUNAAUIA, immeuble REVANUI.

Objet social : L'acquisition de tous biens meubles et immeubles et objets mobiliers nécessaires à l'exploitation de son activité, la mise en valeur, l'administration, la location et l'exploitation des biens meubles et immeubles, ainsi que l'édification de toutes constructions, l'aliénation de tout ou partie desdits biens, meubles ou immeubles par voie d'échange ou de vente, d'apport en société ou cession de droit au bail, les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meubles ou immeubles appartenant à ladite société, tous placements de capitaux sous toutes formes que ce soit, y compris

l'acquisition ou la souscription de toutes actions, obligations, parts sociales.

Durée : 99 années.

Apports en numéraire : Le capital est entièrement constitué par des apports en numéraire.

Gérance : La société a pour gérante Mme SHUI SUI WAY Jeannina, demeurant à Papeete, résidence Le Parc n° 6, née à Papeete le 27 août 1964.

Cession de parts sociales : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la gérance.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Le notaire.*

S.C.I. MYLAND

Aux termes d'un acte sous seing privé du 19 janvier 2001, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile immobilière.

Dénomination : S.C.I. MYLAND.

Siège social : Angle rues Charles-Viénot et Nansouty, B.P. 3447 Papeete.

Objet social : En Polynésie française, en métropole ou à l'étranger, l'acquisition, mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la prise à bail, la location, la vente en totalité ou en partie de tous immeubles bâtis ou non bâtis. Toute division et appropriation desdits immeubles bâtis et non bâtis, ainsi que l'édification de toutes constructions sur ces terrains. L'aménagement de tous immeubles et leur location. L'administration, la location et l'exploitation desdits biens, immeubles, l'aliénation de tout ou partie desdits immeubles bâtis ou non bâtis devenus inutiles à la société.

Toutes les opérations mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social. Tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social et généralement, toutes opérations mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par l'article 5 des statuts.

Capital social : 100.000 F CFP divisés en 100 parts.

Gérance : M. Pierre LAUDON, demeurant au 138, avenue du Prince-Hinoui, B.P. 3447 Papeete.

Parts sociales :

- 1) Mme Rose HIONGUE épouse LAUDON (51 parts), ci 51.000 F CFP
- 2) M. Pierre LAUDON (17 parts), ci 17.000 F CFP
- 3) Mlle Sandra LAUDON (16 parts), ci 16.000 F CFP
- 4) M. Wilfred LAUDON (16 parts), ci 16.000 F CFP

Mutation entre vifs : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit de conjoints, ascendants ou descendants d'associés, elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la collectivité des associés se prononçant par décision extraordinaire.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Le gérant statutaire.*

BLUE LAGOON CHARTER **Société à responsabilité limitée** **Au capital de 1.000.000 F CFP** **Siège social : Quai des Yachts - Papeete** **N° TAHITI : 553.636 - R.C.S. : 7.819 B**

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 29 décembre 2000, l'associé unique a décidé de transférer le siège social et de modifier corrélativement l'article 4 des statuts.

A compter du 1er janvier 2001, le siège social qui était au Quai des Yachts à Papeete, est désormais à c/o Bora Bora Lagoon Resort, Bora Bora.

Mention en sera faite au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Le gérant.*

COTREC **Société à responsabilité limitée** **Au capital de 1.000.000 F CFP** **Siège social : TE TAVAKE - PUNAAUIA** **N° TAHITI : 459.453 - R.C.S. : 6.793 B**

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 29 décembre 2000, l'associé unique a décidé de transférer le siège social et de modifier corrélativement l'article 4 des statuts.

A compter du 1er janvier 2001, le siège social qui était à Te Tavake, Punaauia, est désormais à la rue des Poilus-Tahitiens, Papeete.

Mention en sera faite au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Le gérant.*

Etude de Me Dominique DUBOUCH, **notaire à Papeete**

TAHITI NUI PRODUCTS **Société à responsabilité limitée** **Capital : 1.000.000 F CFP** **Siège social : Papeete, Fare Ute** **R.C. Papeete n° 5317 B**

Aux termes d'un acte reçu par Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, les 9 et 15 janvier 2001, Mlle Laure COLOMBATTO a démissionné de ses fonctions de gérante, et M. Michel COLOMBATTO, demeurant à Punaauia, P.K. 15, a été nommé nouveau gérant, en remplacement de Mlle COLOMBATTO.

Il en résulte les modifications suivantes à la mention antérieurement publiée :

Ancienne mention

Art. 34.— *Nomination du gérant*

Mlle Laure COLOMBATTO.

*Nouvelle mention***Art. 34.— Nomination du gérant**

M. Michel COLOMBATTO.

Pour avis,

Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete.

VENTE D'UN FONDS DE COMMERCE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15 décembre 2000, M. Laurent GUEGUEN a vendu à la société "AL PROSPECT", société à responsabilité limitée au capital de 2.000.000 F CFP, ayant son siège social à Papeete, vallée de Titiro, immeuble Sengues, inscrite au registre du commerce de Papeete sous le numéro 7.482 P, un fonds de commerce d'importateur et négociant de marchandises diverses, connu sous le nom de PACIFIC LANDMARK, sis et exploité à Papeete pour l'exploitation duquel M. Laurent GUEGUEN est immatriculé sous le n° 34.653 A, moyennant le prix de 3.766.794 F CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée au 1er janvier 2001.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites à peine de forclusion par exploit d'huissier dans les 10 jours de la dernière des publications légales.

Pour première insertion.

ANNONCES DIVERSES**ASSOCIATION DE L'ALPHA A L'OMEGA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(6 novembre 2000)

Président : DEPORTE Xavier
Secrétaire : SUIRE Alain
Trésorier : MALVILLE Michel

**ASSOCIATION DE FORMATION D'ACTION
ET DE RECHERCHE EN POLYNESIE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 novembre 2000)

Présidente : REDOUTE Déborah
Vice-président : GARNIER Gérard
Secrétaire : HUGUES Albert
Trésorière : VILLIERME Reiri
Assesseeurs : SIN CHAN Ernest
LY Manolita

**FEDERATION DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS
RESIDANT A L'ETRANGER DE POLYNESIE FRANÇAISE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(25 novembre 2000)

Président : MORVAN Henri
Vice-président : JACQUOT Christian
Secrétaire : VAISSIERE Eric
Trésorier : TSING Robert
Trésorier adjoint : DELAGE Jean-Paul

SYNDICAT A T'I'A I MUA/S.G.E.P.-M.I./S.E. DES I.S.L.V.**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(21 novembre 2000)

Président : TAVAEARII Arnold
Vice-président : IOTEFA Terii
Secrétaire : INARIKI Sandra
Trésorière : CHEONG-SANG Florise

SYNDICAT A T'I'A I MUA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(7 décembre 2000)

Secrétaire général : YAN TU Jean-Marie
Secrétaire général adjoint : PARKER Heifara
Trésorier général : GARRIGUES Jean-Michel
Trésorier général adjoint : LAUGROST Yves
Secrétaires confédéraux : PENI Steve
COEROLI Anne-Marie
VERNIER Emile

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PRIMAIRE
TITIRO HITI VAI NUI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(20 septembre 2000)

Président : AMARU Hans
Secrétaire : POMARE Enka
Trésorier : GARBUTT Angély
Trésorière adjointe : PATI Nicole

ASSOCIATION SPORTIVE RAUTERE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(12 janvier 2001)

Président : TERIIPAIA Toromona
Vice-présidente : SAMUELA Thérèse
Secrétaire : TERIIPAIA Hinano
Secrétaire adjoint : MAI Paul
Trésorier : TAPUTUARAI Hervé
Trésorière adjointe : BIGOT Chantal

ASSOCIATION SPORTIVE MATAVERA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(6 novembre 2000)

Président : TUFANUI Léonard
Vice-président : WILLIAMS Fernand
Secrétaire : PAIA Véronique
Secrétaire adjoint : PAIA Lazare
Trésorière : WILLIAMS Katarina
Trésorier adjoint : TAPI Michel

ASSOCIATION SPORTIVE TOREA FAAITE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 octobre 2000)

Président : TEIRI Gérard
Vice-président : MAUATI Paul
Secrétaire : TEGAKAU Georges
Secrétaire adjoint : TAPI Maximiano
Trésorier : TEIRI Eugène
Trésorier adjoint : MAUATI Joseph

ASSOCIATION SPORTIVE FOOTBALL AMERICAIN TE ONO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 novembre 2000)

Président : COLONNA DE LECA François
 Vice-président : CHONVANT Sylvain
 Secrétaire : TOOMARU Miranda
 Trésorier : LEREBOURS Arnaud

ASSOCIATION TAHITI HERE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(5 janvier 2001)

Présidente : LARGO-TEIRI Manoela
 Secrétaire : LARGO Titaua
 Trésorier : LARGO Christian
 Chargés de l'organisation
 matérielle et des costumes : TAORAU Maria
 TEREMATE Mote
 Chargé de l'orchestre : GANAHOA Teahi

ASSOCIATION FAMILIALE TAI-YU-SING ET CONSORTS**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(2 décembre 2000)

Président : TAI-YU-SING Itaia
 Vice-présidente : TAI-YU-SING Christine
 Secrétaire : TAI-YU-SING Patrick
 Secrétaire adjointe : TAI-YU-SING Eritapeta
 Trésorière : TAI-YU-SING Temariituanui
 Trésorière adjointe : TAI-YU-SING Toimatatua
 Assesseurs : TAI-YU-SING Ateneta
 TAI-YU-SING Romylda
 TAI-YU-SING Iete
 TAI-YU-SING Ripa

ASSOCIATION VAIPPIHA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(1er novembre 2000)

Présidente : CABRAL Jacqueline
 Vice-présidents : HEUEA Jacky (junior)
 HEUEA Elsie
 Secrétaire : HEUEA Eritapeta
 Secrétaire adjointe : HEUEA Pina
 Trésorier : HEUEA Samuel
 Trésorier adjoint : CABRAL Jean-Marie
 Commissaires aux comptes : HEUEA Jacky (père)
 HEUEA Laina

ASSOCIATION TE UI TOA - FUN RUN**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(12 mai 2000)

Président d'honneur : TEIPORII Adolphe
 Président : ARIHOTIMA Georges
 Vice-président : TEHETIA Théophile
 Secrétaire : HOARAU Daniel
 Secrétaire adjoint : LUDGER Richard
 Trésorier : MARTIN Nicolas
 Trésorière adjointe : ARIHOTIMA Josiane

ASSOCIATION PIRAE PETANQUE*Modification de statuts*

Son siège sera fixé à Marakana, Pirae, B.P. 20.795
 Papeete, tél.-Vini : 79.80.77.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 décembre 2000)

Président : PAUTU Michel
 Vice-président : TEUIRA René
 Secrétaire : HOKAHUMANO Joséphine
 Secrétaire adjoint : BARSINAS Yves
 Trésorier : BARSINAS François
 Trésorier adjoint : PAUTU Tuterai
 Commissaire aux comptes : TARUOURA Rodolphe
 Conseiller juridique : TIMAU Christian

ASSOCIATION SANKAKU CLUB**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 octobre 2000)

Présidente : ACHILLE Laurence
 Secrétaire : LEMOINE Michel
 Trésorière : LAMBERT Maryvonne

SYNDICAT NATIONAL DES POLICIERS EN TENUE - D.S.P.**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 décembre 2000)

Secrétaire général : TEFAATAU Tihoni
 Secrétaire générale adjointe : BROULT Antonina
 Secrétaire administratif : TAUATITI Victor
 Secrétaire administratif adjoint : WILLIAMU Georges
 Trésorier : WHOLER Olivier
 Trésorier adjoint : TAEATUA Alfred

COOPERATIVE DU LYCEE-COLLEGE POMARE IV**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(10 novembre 2000)

Président : PUKOKI Winston
 Vice-présidentes : TETUANUI Iléana
 CAUNE Valérie
 Secrétaire : SUI Thérèse
 Secrétaire adjointe : SPRENGER Antoinette
 Trésorière : SARTORE Moetu
 Trésorier adjoint : LIVINE Rodney

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PRIMAIRE
DE PAPETOAI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(1er septembre 2000)

Présidente : HUGON Enola
 Vice-présidente : AGNIERAY Titaua
 Secrétaire : AMI Nathalie
 Secrétaire adjoint : CHING Mike
 Trésorière : TEIHOTAATA Juliette
 Trésorier adjoint : LIEOU KUI Félix

ASSOCIATION MAMA'O NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 février 2000)

Présidente : TUAIVA Annick
Vice-présidente : TEIHOTUA Tutana
Secrétaire : TUAIVA Rauana
Secrétaire adjoint : LETANG Andrew
Trésorier : RUAHE Victor
Trésorier adjoint : LY Anthony

ASSOCIATION TE TUMU URU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 mai 2000)

Président : CALINAUD René
Secrétaire : LESBROS Jean-Louis
Trésorier : CERAN-JERUSALEM Axel

ASSOCIATION TAMARII PARAUTANE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 décembre 2000)

Président : HURAHUTIA Jean-Jacques
Vice-président : TAVITA Etera
Secrétaire : HURAHUTIA Aloma
Secrétaire adjointe : MATEAU Eritapeta
Trésorier : ROOMATAAROA Itamaera
Trésorière adjointe : ATAPO Manuia

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DU LYCEE POLYVALENT DU TAAONE***Modification de statuts*

Le statut a été mis à jour le 8 novembre 2000.

CLUB DE BALL-TRAP DE TAHITI*Modification de statuts*

Le siège se situe à Punaauia, P.K. 12,100, côté montagne.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 janvier 2001)

Président : BROTHERS Pierre
Vice-président : ARIIPEU Angélo
Secrétaire : BROTHERS Manola
Trésorier : TEROROTUA Steve
Responsable stockage : BROTHERS Abraham
Directeur de tir : BAMBRIDGE Rooma
Directeur de tir adjoint : TEIEFITU Lucien
Directeur technique : TEIEFITU Edmond
Assesseeurs : BARSINAS Maurice
BROTHERS Peter
LY WING Emile

ASSOCIATION ORIRAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 décembre 2000)

Présidente : PAILLE Bernadette
Vice-présidente : ALPHONSO Nathalie
Secrétaire : HOLOZET Annick
Trésorière : LEPROUX Renilde

ASSOCIATION HITIANAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 décembre 2000)

Président : MAONO Rudolph
Vice-président délégué : TIAHO Taihoro
Secrétaire : MARO Mélanie
Secrétaire adjoint : HATUUKU Mareka
Trésorier : TAPI Moe
Trésorier adjoint : TEATA Evarito

ASSOCIATION SPORTIVE TE AHI OOIPI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 janvier 2001)

Président : HIKUTINI Maurice
Vice-président : OHOTOUA Sarciaux
Secrétaire : AH-LO Adélaïde
Secrétaire adjoint : HIKUTINI Isidore
Trésorière : HUUTI Isabelle
Trésorière adjointe : HIKUTINI Maeva

ASSOCIATION TAMARII FAA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 août 2000)

Président : LO Bruno
1er vice-président : TINORUA Yves
2e vice-président : TEAHIONUI Louis
Secrétaire : MALLEGOLL Heiarii
Secrétaire adjointe : TARAHU Milda
Trésorière : TETAUUPU Violette
Trésorier adjoint : TERIIEROOITERAI Thierry

**ASSOCIATION DES OFFICIERS-MARINIERS,
QUARTIERS-MÂÎTRES EN RETRAITE ET VEUVES**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 novembre 2000)

Présidente d'honneur : MAURIN Johanna
Président : TACHOIRES Jean-Louis
Vice-président : WOJTYCZKA Roland
Secrétaire : JAFFRY Roger
Secrétaire adjoint : MAHE Paul
Trésorier : COLMARD Martial
Trésorier adjoint : WOJTYCZKA Roland
Assesseeurs : MAI Guy
BARADAT Jean-Louis
COLOMBEL René

ASSOCIATION TE HOTU ITI NO AFAAHITI TARAVAO*Modification de statuts*

L'association, après décision prise par l'assemblée générale, peut soutenir financièrement toutes associations dont le siège est à Afaahiti, Taravao, ou liste de son choix, dans le cadre des élections communales qui répondent aux objectifs fixés à son article 2.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (9 janvier 2001)

Présidente : MAI Hina
 Secrétaire : FAATUARAI Micheline
 Trésorière : PUAIRAU Mireta

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE AMATAHIAPO
RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (6 novembre 2000)

Président : CHEVRIER Ludovic
 Secrétaire : LEVIN Jeanine
 Trésorière : TERIIPAIA Marie-Reine

COOPERATIVE SCOLAIRE AMATAHIAPO TUATAHI
RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (11 septembre 2000)

Présidente : GALIACY Marie-Paule
 Secrétaire : LEVIN Jeanine
 Trésorière : HANOZET Patricia
 Trésorière adjointe : TAPUTUARAI Mélanie

**COMITE ORGANISATEUR DES OLYMPIADES
 DE NUKU-HIVA (C.O.O.)**
(Récépissé n° 2124 DRCL du 17 janvier 2001)
Extraits de statuts

Le Comité Organisateur des Olympiades de Nuku Hiva (C.O.O.), fondé le 27 novembre 2000, a pour objet :

- la pratique des activités physiques et sportives (omnisports) par la mise en place de la fête du sport et l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les responsables d'associations de Nuku Hiva ;
- de préparer les élites dans certaines disciplines en permettant aux jeunes de moins de 25 ans, de participer aux futurs jeux ;
- l'insertion des jeunes qui fait partie de ses préoccupations ;
- d'apporter à ses adhérents une formation minimale dans le cadre du sport et de l'animation sportive.

Son siège social est fixé à Taiohae. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est limitée. Elle pourra être reconduite en cas de nécessité.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : TEHAAMOANA Joseph
 Vice-président : GENDRON Georges
 Secrétaire : TAATA Alexandre
 Secrétaire adjointe : TEHAAMOANA Louise
 Trésorier : TAUPOTINI Gustave
 Trésorier adjoint : DESCOURBES Eric

ASSOCIATION SPORTIVE MAUPITI PATIRI
(Récépissé n° 2108 DRCL du 11 janvier 2001)
Extraits de statuts

L'association MAUPITI PATIRI, fondée le 15 novembre 2000, a pour objet la pratique du rugby et l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Son siège social est à la mairie de Maupiti. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : PIRITUA Bill
 Vice-président : TEAUROA Teva
 Secrétaire : ORTH Taina
 Trésorière : SPITZ Nicole
 Commissaire aux comptes : TEHAHE Tearama

JEUNESSE EN ACTION DE POLYNESIE FRANÇAISE
(Récépissé n° 209 DRCL du 10 janvier 2001)
Extraits de statuts

Il est constitué le 1er novembre 2000, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, entre les soussignés et tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association dénommée JEUNESSE EN ACTION DE POLYNESIE FRANÇAISE.

Engagée au service de Jésus-Christ et s'appuyant sur la doctrine, l'éthique et les principes du champ missionnaire du mouvement de réforme de l'église adventiste, l'association a pour objet :

- le développement harmonieux des capacités mentales, physiques, spirituelles et sociales de l'individu ;
- le développement du sens de la responsabilité et de la créativité de l'individu ;
- la participation à l'édification d'une société telle que le préconise l'Evangile.

Son siège social est fixé chez le président de l'association à Pirae, Pater. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: VAN BASTOLAER Lerry
Vice-président	: TAURU Edgar
Secrétaire	: SUE Victorine
Secrétaire adjoint	: MERCIER Tearu
Trésorier	: KIMITETE Hortense
Trésorier adjoint	: MERCIER Léocadie

**AMICALE DES AGENTS
DU SERVICE DES AFFAIRES SOCIALES**
(Récépissé n° 721 DRCL du 26 janvier 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 12 janvier 2001 entre les soussignés et toutes les personnes qui adhéreront aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et ses textes d'application ayant pour dénomination AMICALE DES AGENTS DU S.A.S.

Elle a pour objet :

- de resserrer les liens sociaux entre les agents du service ;
- d'organiser toute manifestation récréative, culturelle ou sportive au profit de ses membres ;
- de faire bénéficier ses membres de tous avantages, remises et ristournes consentis par des tiers à l'association.

Son siège social est fixé à l'immeuble Te Hotu, avenue du Prince-Hinoi, Papeete. Il pourra être transféré par simple décision du bureau de l'amicale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: HOLOZET Françoise
Vice-présidente	: TEROROTUA Marie-Claire
Secrétaire	: BERNIERE Titaua
Secrétaire adjoint	: LEI FOC Stéphane
Trésorière	: HELME Françoise
Trésorière adjointe	: ROCKA Vairea

ASSOCIATION TAAROA NUI
(Récépissé n° 502 DRCL du 22 janvier 2001)

Extraits de statuts

Il a été fondé entre les adhérents aux présents statuts une association, régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre TAAROA NUI.

Elle a pour objet les affaires de terres.

Son siège social est fixé à Papenoo, P.K. 17,800, côté montagne, Atohei. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MAHUTA-TAAROA Michel
Vice-présidente	: MARIASSOUCÉ Ratina
Secrétaire	: TOREA Diana
Secrétaire adjointe	: TAAROA Sophie
Trésorier	: TAAROA Frédéric
Trésorier adjoint	: TAAROA Gérard
Assesseurs	: TAAROA Mermoz TAAROA Francklin

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 80

Premier tirage du mercredi 4 octobre 2000 :

4 13 41 42 44 47

Numéro complémentaire : **16**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	66.384.780
5 bons numéros et numéro complémentaire....	5	2.707.798
5 bons numéros.....	371	127.981
4 bons numéros et numéro complémentaire....	934	4.948
4 bons numéros.....	23.761	2.474
3 bons numéros et numéro complémentaire....	26.678	544
3 bons numéros.....	406.898	272

Deuxième tirage du mercredi 4 octobre 2000 :

1 23 24 25 30 44

Numéro complémentaire : **26**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	819.477.887
5 bons numéros et numéro complémentaire....	9	1.536.411
5 bons numéros.....	251	187.014
4 bons numéros et numéro complémentaire....	772	6.402
4 bons numéros.....	18.276	3.201
3 bons numéros et numéro complémentaire....	27.747	582
3 bons numéros.....	375.045	291

N° JOKER : 4 1 4 0 6 1 9

LOTO NATIONAL N° 80

Premier tirage du samedi 4 octobre 2000 :

2 6 11 12 29 33

Numéro complémentaire : **22**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	4	88.801.597
5 bons numéros et numéro complémentaire....	23	701.304
5 bons numéros.....	861	65.036
4 bons numéros et numéro complémentaire....	2.133	3.420
4 bons numéros.....	38.602	1.710
3 bons numéros et numéro complémentaire....	51.827	400
3 bons numéros.....	607.714	200

Deuxième tirage du samedi 4 octobre 2000 :

28 30 36 37 44 45

Numéro complémentaire : **25**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire....	4	3.891.284
5 bons numéros.....	366	149.993
4 bons numéros et numéro complémentaire....	969	6.730
4 bons numéros.....	20.018	3.365
3 bons numéros et numéro complémentaire....	28.862	654
3 bons numéros.....	380.850	327

N° JOKER : 7 0 6 1 1 4 4

KENO

Numéro Jackpot 9 41 10 37				Numéro Jackpot 6 95 20 75				Numéro Jackpot 5 65 52 67			
Lundi 17/10/2000				Mardi 18/10/2000				Mercredi 19/10/2000			
3	4	8	9	1	2	4	6	1	4	7	13
12	25	26	36	15	16	17	18	15	18	19	21
37	38	43	45	22	23	30	39	22	27	29	34
48	54	56	58	44	46	47	49	36	39	44	56
60	64	65	70	50	56	57	61	64	67	68	70

Numéro Jackpot 4 21 82 31				Numéro Jackpot 1 96 09 23				Numéro Jackpot 4 99 90 10				Numéro Jackpot 1 57 95 25			
Jeudi 20/10/2000				Vendredi 21/10/2000				Samedi 22/10/2000				Dimanche 23/10/2000			
1	2	4	8	1	2	8	10	4	7	13	18	7	9	10	12
10	11	19	22	17	19	26	27	20	21	22	25	14	15	20	24
23	24	31	40	28	29	31	33	26	29	32	34	27	32	34	35
41	44	46	56	37	41	48	49	51	54	55	58	39	40	43	57
61	63	69	70	51	60	61	62	60	61	67	68	58	64	66	67

TARIFS T.T.C. DES OUVRAGES ET AUTRES ARTICLES DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

VIENT DE PARAÎTRE

- Code de l'Education (J.O.P.F. n° 3 N.S. du 25 août 2000)	433 FCP
- Code de la santé publique (J.O.P.F. n° 6 N.S. du 1er décembre 2000)	1.195 FCP
- Code du commerce (J.O.P.F. n° 7 N.S. du 15 décembre 2000)	973 FCP
- Contrat de développement Etat - Polynésie française 2000-2003 (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 21 décembre 2000)	278 FCP
- Code de l'environnement (J.O.P.F. n° 1 N.S. du 19 janvier 2001)	520 FCP

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien)	666 FCP
- Budget Général du territoire et Budget des Comptes spéciaux - année 2000	2.262 FCP
- Code pénal (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 2 août 1996)	374 FCP
- Code de procédure pénale (J.O.P.F. n° 9 N.S. du 16 août 1996)	697 FCP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique applicable à la Polynésie française	1.342 FCP
- Répertoire général des textes promulgués au B.O.E.F.O. et J.O.P.F. de 1843 à 1996 (Mise à jour)	3.380 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1995)	2.700 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1996)	2.075 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1997)	2.480 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1998)	2.886 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1999)	3.162 FCP
- Statut de la fonction publique :	
Tome 1 : Dispositions générales	1.778 FCP
Tome 2 : Statut particulier	2.694 FCP
Tome 3 : Filière santé	1.643 FCP
- Code des impôts (mise à jour au 1er janvier 2000)	3.068 FCP
- Code des douanes (juillet 1999)	2.141 FCP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117- 98713 Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61

Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie Officielle à compter de Janvier 2001

TARIF en F CFP	T.T.C.	Hors Taxe					
		Nouvelle-Calédonie	France, Andorre et Monaco	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle-Zélande	Autres Pays d'Europe
		Voie aérienne					
Numéro	198*	265	325	315	345	335	420
Abonnement 6 mois	4.020	5.935	7.880	7.530	8.505	8.255	10.495
Abonnement 1 an	7.296	10.785	14.225	13.680	15.465	14.660	19.080

* Frais d'expédition non inclus pour les îles.